



RÉGION WALLONNE

La Lettre du Patrimoine



BELGIË - BELGIQUE
P.B./P.P.
B - 78
Bureau de dépôt 4099 Liège X P501407

TRIMESTRIEL • JANVIER - FÉVRIER - MARS 2009 • N° 13 • BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

Vitraux du chœur de la basilique Saint-Martin à Liège. Photo Guy Focant © Région wallonne

Une belle fin d'année pour le Patrimoine !

Au cours du mois de décembre 2008, le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre du Patrimoine Jean-Claude Marcourt, vient d'octroyer pas moins de huit subventions à la restauration de monuments pour un montant total de 7.653.000 €. Dans la province de Namur, la Commune de Floreffe recevra un subside de 370.000 € en vue de la restauration du **colombier de l'abbaye**. Ce petit édifice carré du début du XVIII^e siècle repris sur la liste des biens menacés en charge de l'Institut du Patrimoine wallon retrouvera à terme son aspect primitif grâce à la démolition des annexes récentes et à l'aménagement des berges de l'étang qui l'entoure. Le colombier étant repris sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie, la Région wallonne intervient à hauteur de 95% du coût des travaux sur parties classées.

À Spa, on attribue au **Pouhon Pierre le Grand**, source gazeuse et légèrement sulfureuse, la guérison de personnalités célèbres, dont le tsar du même nom... L'empereur fit édifier un petit monument en marbre noir remplacé en 1880 par une construction en calcaire de plan octogonal, prolongée par un jardin d'hiver. L'intérieur et l'extérieur du bâtiment ont été classés en 1991 et 1993. Le Ministre vient d'octroyer une subvention de plus de 340.000 € en vue de la restauration d'éléments intérieurs tels que les décors, stucs et staffs ainsi que les façades, la finalisation de la toiture et les châssis.



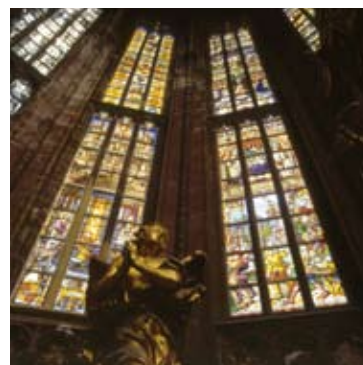
Château des Italiens à Tubize, aile latérale. © IPW

Le **château-ferme de Sombreffe**, anciennement inscrit sur la liste de l'IPW et retiré, les propriétaires privés ayant obtenu les préalables nécessaires à toute restauration et le dossier étant en bonne voie, vient également de faire l'objet d'un arrêté de subventionnement. La Région wallonne octroiera donc 271.000 € en vue de la restauration des toitures et des charpentes du château. L'imposante bâtisse remonte au XII^e siècle. Il s'agit d'un château-fort de plaine entouré d'une double enceinte, issue de deux campagnes de construction. À la fin du XVI^e siècle, il est partiellement détruit par un incendie et reconstruit. Le corps de logis actuel date de la fin du XVIII^e siècle. Le château est classé comme monument depuis 1971 et ses parties médiévales sont reprises sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie, ce qui explique les deux taux de subventionnement appliqués (60% et 95%). Aujourd'hui, il est affecté au logement ainsi qu'à diverses activités culturelles.

Le Fonds du Logement des Familles nombreuses s'apprête à mener un vaste projet de restauration de l'**ancien Couvent des Ursulines à Mons** en vue d'y installer des logements à destination de personnes handicapées et de familles à revenus modestes. L'ensemble des bâtiments, comprenant une chapelle, dont la construction s'étale de 1648 à 1728 a été classé en 1980 en raison de sa valeur historique et artistique. Le Fonds du Logement, propriétaire, percevra un subside de 882.000 €, soit 80% du coût des travaux de réfection du gros-œuvre, des façades, toitures et menuiseries extérieures. L'intervention majorée de la Région wallonne s'explique par le caractère public de la réaffectation.

Les verrières du chœur de la **basilique Saint-Martin à Liège** seront également bientôt restaurées grâce à un subside de 995.000 €. La Région wallonne a déjà contribué au cours de 5 phases précédentes à la restauration de l'édifice religieux classé en 1936 et inscrit sur la liste du patrimoine exceptionnel pour

un montant total de 7.207.000 €. L'exécution des travaux, menée par la Fabrique d'église, a donc été scindée en plusieurs phases. À terme, la basilique fondée au X^e siècle par l'évêque Éracle et remplacée au XVI^e siècle par la construction gothique que nous connaissons actuellement, devrait retrouver son lustre d'antan. Les vitraux Renaissance (1530-1540) qui seront ainsi restaurés sont pour l'essentiel consacrés à la vie de la Vierge, à saint Martin, patron de l'ancienne collégiale, et à saint Lambert, patron du diocèse de Liège.



L'ancien Château Snoyou « **Château des Italiens** » à **Tubize** est un édifice en pierre locale datant principalement des XVII^e et XVIII^e siècles, complété par une ferme en quadrilatère. Situé

à proximité des Forges de Clabecq, son histoire est liée à celle de l'immigration italienne. Classé depuis décembre 1989, l'ensemble a été propriété de la Région wallonne à partir de février 2000 et inscrit sur la liste de l'IPW en mars 2001. Depuis 2007, le château est devenu la propriété du Fonds du Logement des Familles nombreuses et de la société locale de logement social Roman Pais. Dans le cadre d'un projet initié par l'IPW, ces deux sociétés vont bientôt réaliser des travaux en vue de restaurer l'enveloppe extérieure du château pour y aménager 7 logements à destination de familles nombreuses à revenus modestes ainsi que 10 logements sociaux. Pour ce faire, la Région wallonne vient d'octroyer au Fonds du Logement un subside de 1.390.000 €.

Enfin, la Fédération des Scouts de Baden-Powell de Belgique a sollicité l'intervention de la Région wallonne afin de restaurer le **logis castral du château-ferme de Courrière** à Assesse dont elle est propriétaire. Une aide de 1.141.000 € permettra, à terme, à la Fédération de disposer de douze nouvelles salles de réunion et de réception.

1989-2009 : vingt ans de politique régionale du Patrimoine

C'est depuis janvier 1989 que la Région (et non plus la Communauté française) est compétente pour sa politique en matière de protection du patrimoine immobilier.

En 1999, un colloque avait été organisé à Gembloux pour marquer le dixième anniversaire de ce transfert. Fin 2008, un ouvrage a été consacré aux vingt ans des

Journées du Patrimoine. Ni colloque, ni ouvrage cette fois, mais un numéro spécial de *La Lettre du Patrimoine* intégralement consacré à cette rétrospective dans notre prochaine livraison.

Premier Forum européen du Patrimoine

Le premier Forum européen du patrimoine s'est tenu à Bruxelles les jeudi 23 et vendredi 24 octobre 2008 à l'occasion des vingtèmes Journées européennes du Patrimoine (JEP) organisées annuellement en Belgique. Il s'est déroulé à l'initiative du Conseil de l'Europe et de la Commission européenne en partenariat avec les trois régions belges, la Communauté germanophone et la Fondation Roi Baudouin. La Région wallonne était représentée par l'Institut du Patrimoine wallon (IPW). À l'occasion de l'année européenne du Dialogue interculturel, ce premier forum avait pour thème « Patrimoine et Dialogue ».

Accueillis le mercredi 22 octobre dans la capitale fédérale, les experts européens ont découvert le remarquable hôtel Van Eetvelde et ont participé à un dîner offert à la bibliothèque Solvay par le Secrétaire d'État au Patrimoine de la Région de Bruxelles-Capitale, Emir Kir.

Le lendemain, 250 spécialistes venus de plus de 40 pays ont pris part aux tables rondes animées par une équipe de professionnels (IFOK) dont chacun s'est plu à reconnaître les compétences. Les objectifs généraux de ce premier forum, qui devrait devenir récurrent, visaient à créer une plateforme européenne d'échange sur la théorie et la pratique de l'interprétation et de la diffusion du patrimoine, ainsi qu'à situer le patrimoine comme instrument du dialogue. Un dialogue particulièrement interactif s'installa entre les participants grâce à la dynamique de discussions mise en place pour l'occasion. Les débats tournèrent autour de deux grands thèmes : le patrimoine et le développement au sens large du terme et le patrimoine au sein des communautés. En soirée, les experts étaient invités à un cocktail offert en l'hôtel de Brouckère par Isabelle Weykmans, Ministre de la Communauté germanophone, chargée du Patrimoine.

Le 24 octobre, une assemblée élargie a notamment pris connaissance des conclusions des tables rondes de la veille présentées par François Matarasso, écrivain, chercheur, consultant et rapporteur

général de ce Forum, et de l'enquête de notoriété sur les JEP en Belgique, effectuée par Ipsos Belgium entre le 25 août et le 5 septembre.

Pour réaliser ce sondage, 700 enquêtes via Internet furent réalisées dans chacune des trois régions. Au total, 2.100 Belges, entre 18 et 77 ans, représentatifs de l'ensemble de la population, ont ainsi répondu à un questionnaire préparé et ciblé par les autorités régionales avec l'aide de l'institut de sondages. Il portait notamment sur la connaissance des Journées du Patrimoine, la participation à celles-ci et l'expérience qu'en retenaient les participants. S'il reste des efforts certains à accomplir, les résultats se révèlent positifs pour les trois régions. On constate en effet que 90% des Belges connaissent les JEP et que plus d'un tiers d'entre eux y participent. Les visiteurs se répartissent dans toutes les tranches d'âges et tous les niveaux d'instruction. Même si la présence des 18-34 ans se révèle un peu plus faible et si les personnes les plus diplômées sont majoritaires. L'opportunité de visiter des lieux non accessibles habituellement constitue l'objectif majeur de la participation.

Le vendredi après-midi, la Région flamande invitait les participants internationaux à la visite du site archéologique d'Ennepe, près d'Audenarde, enrichi d'un musée et d'un centre d'interprétation.



Photo Guy Focant © Région wallonne



Le samedi 25 octobre, la rencontre annuelle des coordinateurs européens des JEP s'est tenue en matinée au château de La Hulpe et à Waterloo durant l'après-midi. La réunion était centrée sur le thème de la pédagogie du patrimoine, particulièrement développée dans toutes les régions de Belgique. Des communications de chacune d'elles, dont celle de Philippe Mattart, Directeur à l'Institut du Patrimoine wallon, ponctuèrent cette première partie de la journée, ainsi que la présentation d'extraits du film *Les trésors d'Amsterdam* par le producteur néerlandais Peter Bosch.

Suite au déjeuner offert par l'IPW, les participants découvrirent avec des spécialistes la restauration toujours en cours du Panorama de Waterloo et le site du champ de bataille grâce au Battlefield Tour. Enfin, ils visitèrent l'exposition « Cent merveilles de Wallonie » en compagnie de Guy Focant, auteur des photographies de ce remarquable ouvrage édité en quatre langues dont ils reçurent chacun un exemplaire.

Les conclusions de ce premier forum européen seront prochainement mises en ligne sur le site du Conseil de l'Europe www.coe.int.

Remise des Caius, prix du mécénat culturel

Le 27 novembre 2008, le Forum de Liège accueillait la 20^e édition de la remise des Caius, prix récompensant les actions de mécénat culturel en Communauté française de Belgique.

Sous la houlette de l'association Prométhée qui coordonne l'événement, le jury, composé de personnalités représentatives du milieu des entreprises et du monde culturel et présidé par Bernard Serin, Président

et Administrateur délégué de Cockerill Maintenance & Ingénierie (CMI), a choisi de décerner le Caius « Patrimoine Région wallonne » à la société anonyme Lixon pour la restauration de l'ancien Couvent des Augustins à Enghien. À l'abandon depuis de nombreuses années, les bâtiments, classés en 1972, ont été inscrits sur la liste de l'IPW qui a retenu le projet de réaffectation de l'entreprise Lixon car il comprenait non seulement 42 logements, mais également la

promesse d'une réaffectation culturelle de certains éléments classés dont la chapelle baroque et le cloître y attenant.

Autres lauréats :

Caius Patrimoine Région de Bruxelles-Capitale : La Fleur en papier doré

Caius Culture PME : Organica

Caius Culture Grande Entreprise : GDF Suez

Prix spécial du Jury : Linklaters

L'Archéoforum fête son cinquième anniversaire !

Une foule se presse place Saint-Lambert, y cherche une entrée. Sous la place, une équipe, pleine d'envie, d'inquiétude aussi, vérifie une dernière fois que tout est bien en place. Un site, le lieu qui a vu naître et se développer Liège, s'apprête à devenir « musée »... Nous sommes le dimanche 23 novembre 2003. Il est 10 heures, l'Archéoforum, inauguré la veille en grandes pompes, ouvre ses portes pour la première fois au public... Depuis lors, l'espace a accueilli près de 100.000 visiteurs de tous âges, de tous milieux, de toutes nationalités...

Le défi était de taille. Aménager un site archéologique urbain, conservant quasi exclusivement des éléments de fondations, pour en assurer sa permanence, la permanence de son étude et la permanence de sa diffusion vers le public. Ces trois missions, intimement liées, sont inscrites dans différents programmes et tentent d'évoluer ensemble. L'interprétation du lieu, la mission première confiée à l'équipe en place, impliquait d'envisager cet espace « muséal » en un lieu animé, didactique, voire captivant.

Le défi était de grande taille. L'Archéoforum, déjà discret sous ses protections bétonnées, allait devoir vivre dans un milieu confiné en terme de surface d'animation dans un contexte de suprématie récurrente de l'événementiel au sein du secteur culturel, confiné également par sa localisation au cœur d'une ville dont l'aura touristique est en devenir.

Cinq ans après le lancement de cette belle entreprise, l'heure est au bilan. Sans voiler la subjectivité qui nous habite, tel un regard aimant d'une mère sur son enfant, les résultats de ces quelques années de gestion de l'outil nous semblent très positifs et encourageants pour envisager la suite. Ce bilan englobe l'évolution et le développement des animations proposées au public, la politique d'événements et l'intégration du site dans le tissu touristique-culturel liégeois.



Inauguration officielle le 23 novembre 2003

Transmettre l'information par une médiation humaine capable d'adapter un discours à un type de public a été le parti pris de départ de l'interprétation du lieu. Cette approche domine et complète une scénographie basée sur l'émotionnel et le suggestif. Des outils supplémentaires aidant à la compréhension du site ont été ajoutés au parcours depuis l'ouverture : une maquette en bronze représentant la ville de Liège au XVIII^e siècle, une reconstitution virtuelle en images de synthèse de la cathédrale Saint-Lambert, des maquettes du site, de l'hypocauste et des cathédrales. Les éléments du parcours (objets en vitrine, panneaux, zones accessibles...) évoluent régulièrement, contribuant de la sorte à une perception sans cesse renouvelée du site de la part des visiteurs. Les projets muséographiques des mois à venir enrichiront encore la présentation des collections.

Le discours transmis par les guides-animateurs a lui aussi mûri et mis à profit

ces cinq années pour intégrer de nouvelles méthodes d'appréhender le passé. Des collaborations avec des professionnels de la pédagogie nous ont permis de mieux adapter encore le contenu des visites au public scolaire qui constitue un tiers de nos visiteurs. Les jeunes, fréquentant l'Archéoforum dans un cadre scolaire ou familial, représentent l'essentiel de notre public. Il était utile de prévoir des animations adaptées, reformulant la visite traditionnelle en une découverte basée sur le questionnement, l'observation, l'analyse critique et la participation active.

L'Archéoforum a, depuis son ouverture, organisé ou accueilli des dizaines d'événements en tous genres. Parmi les plus significatifs, les expositions « Mémoire d'une cathédrale », « Lambert, l'évêque assassiné » et « Les dessous de Saint-Lambert. Cent ans de fouilles au cœur de Liège ». De nombreuses manifestations privées ont investi l'espace Paul Lohest (salle polyvalente longeant les vestiges) : le lancement du magazine *Liège Express*, la remise des prix du « Liégeois de l'année »... L'Archéoforum fut intégré fréquemment au programme de visites protocolaires exceptionnelles comme celle des Souverains en compagnie du Président de la République de Pologne et de son épouse ou encore celles de l'Ambassadeur de Cuba et du Premier Bourgmestre de la ville de Cologne.

Enfin, l'Archéoforum est devenu un partenaire fidèle des opérations de collaboration visant à dynamiser le tourisme à Liège. De multiples accords et partenariats ont été mis en place avec les acteurs locaux principaux : le Trésor de la Cathédrale, le Palais des Princes-Évêques, l'Office et la Maison du Tourisme, l'Aquarium-Muséum, les Territoires de la Mémoire, la Gestion Centre Ville, prochainement le Grand Curtius...

Ces efforts ont été payants : 18.000 visiteurs annuels en moyenne depuis cinq ans et une intégration forte de l'Archéoforum dans la vie culturelle liégeoise, mais aussi une immense satisfaction éprouvée par les agents de l'Institut du Patrimoine wallon liés au projet Archéoforum de participer depuis ce 23 novembre 2003 à une aventure patrimoniale riche, unique et intrinsèquement humaine.



L'équipe de l'Archéoforum en novembre 2008

Présence remarquée de l'IPW au Salon du Patrimoine de Paris !

En concertation avec les services des Relations internationales de la Communauté Wallonie-Bruxelles à Paris, dont le Délégué général, Jean-Pol Baras, était présent sur le stand à l'occasion, notamment, de l'inauguration officielle, l'Institut du Patrimoine wallon a assuré une présence remarquée au 14^e Salon du Patrimoine culturel de Paris qui s'est tenu du 6 au 9 novembre 2008.

À travers un stand de 50 m², ce sont les multiples facettes de notre patrimoine qui étaient présentées au public venu en nombre. Le Centre de la Paix-Dieu et ses stages de perfectionnement à destination des professionnels ont été largement mis en exergue puisque les stagiaires étrangers (tout comme les Belges d'ailleurs !) peuvent désormais loger sur place. En outre, une tailleur de pierre était présente durant ces quatre journées afin de démontrer son savoir-faire perfectionné en les murs de l'abbaye.

Une double thématique tissait la trame de ce salon : Patrimoine et Tourisme Culturel – Patrimoine et Mécénat. L'Institut avait donc



choisi, d'une part, de promouvoir deux outils patrimoniaux majeurs de Wallonie : l'abbaye de Stavelot et ses trois musées ainsi que l'Archéoforum de Liège. Deux maquettes, déplacées pour l'occasion, ont permis au grand public de se familiariser avec ces lieux hors du commun.

D'autre part, plusieurs dépliants ont été spécifiquement réalisés afin de remercier les mécènes ayant déjà apporté leur concours à la restauration de notre patrimoine, en guise d'exemples. D'autres dossiers pour lesquels du mécénat est toujours activement recherché étaient plus particulièrement mis en exergue, dont celui de la Tour cybernétique liégeoise de Nicolas Schöffel. À cette occasion, la maquette originale du monument, réalisée par l'artiste peu de temps avant l'érection de la Tour et généreusement prêtée par sa veuve, Mme de Lavandeyra-Schöffel, présente lors du vernissage, était exceptionnellement exposée sur le stand, ce qui en a intrigué plus d'un !

Bref, une présence remarquée donc, qui a permis de nouer de très nombreux contacts tant avec les professionnels que le grand public.



Réseau Archéopass

Les musées membres du réseau Archéopass

à Avignon

En novembre 2006, des représentants du réseau Archéopass se sont rendus au Québec afin d'y rencontrer les membres d'Archéoquebec, réseau de musées d'archéologie québécois, et d'y échanger leurs expériences respectives. C'est à cette occasion que les premiers contacts avec Émilie Flon et Jean Davallon, du Laboratoire Culture et Communication de l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse ont été pris.

En octobre 2008, l'Université d'Avignon organisait un Forum Archéologie dont le thème était « Médiation et Réseaux ». À la demande de l'asbl MSW (Musées et Société en Wallonie), qui gère le réseau Archéopass, une formation professionnelle intitulée « Mettre en œuvre une politique de médiation » a été organisée en complément à ce Forum. C'est ainsi qu'une dizaine de personnes œuvrant dans le secteur des musées d'archéologie wallons ont assisté à cette formation dont l'intérêt principal était le partage d'expériences et d'outils de médiation. Les deux premières journées de formation étaient consacrées à la politique des publics à travers des projets

scientifiques et culturels. Les organisateurs ont utilisé, de manière très habile, deux sites archéologiques gérés de façons diamétralement opposées : le Pont du Gard et son Centre d'Interprétation, d'une part et, d'autre part, les sites archéologiques de Puymon et La Vilasse ainsi que le Musée de Vaison-la-Romaine, pour amener les participants à une réflexion sur les moyens mis en œuvre pour communiquer avec les différents publics. Les visites des sites, commentées par les responsables, étaient complétées par des ateliers de travail sur les textes de la Grande Expo du site du Pont du Gard animé par Daniel Jacobi et sur la mise en œuvre du projet culturel et scientifique d'un site animé par Jean Davallon.

La troisième journée abordait la thématique de l'évaluation des outils de médiation et se tenait dans les locaux de l'Université. Le matin, Emma Nardi, professeur en didactique muséale à l'Université Rome 3, a présenté les objectifs et le déroulement d'un travail interdisciplinaire destiné à l'enseignement secondaire autour d'un objet issu d'une collection muséale. L'après-midi, Hana Gottesdiener, du Laboratoire Culture et Communication, a détaillé les étapes d'une évaluation pertinente. La journée s'est terminée par une visite du musée départemental de l'Arles Antique. Les deux dernières journées ont été consacrées au Forum.

De ces échanges enrichissants est ressorti le besoin, tant pour les musées belges que français, de poursuivre leur collaboration. Celle-ci se concrétisera, en 2009, par la mise en place d'une formation organisée par MSW pour des responsables de musées français mais également ouverte aux membres du réseau Archéopass.

www.archeopass.be

Qui fait quoi ?

Éditeur responsable
Freddy Joris
Administrateur général de l'IPW

Coordination
Aurore Lemal

Avec la collaboration de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne, des Directions de la Restauration, de l'Archéologie et de la Protection du Département du Patrimoine (DGO 4/SPW).

Les articles non signés émanent des collaborateurs de l'IPW.

Mise en page
Sandrine Gobbe

Impression
Imprimerie Bietlot
Rue du Rond-Point, 185B
6060 Gilly
+32 (0)71 283 611

S'abonner ?

La Lettre du Patrimoine est intégralement téléchargeable sur le site www.institutdupatrimoine.be.

L'abonnement à La Lettre est entièrement gratuit, si vous en faites la demande par écrit, par fax ou par mail (en aucun cas par téléphone, s'il vous plaît) auprès de l'IPW à l'adresse ci-dessous :

Institut du Patrimoine wallon
Cellule Communication
La Lettre du Patrimoine
Rue du Lombard, 79
B-5000 Namur
Fax : +32 (0)81 654 144 ou 150
Courrier électronique :
lalettre@institutdupatrimoine.be

Vous pouvez également choisir de recevoir chaque trimestre la version électronique de cette Lettre en en faisant la demande à l'adresse : lalettre@institutdupatrimoine.be

Ce numéro a été tiré
à 12.500 exemplaires.

Ce trimestriel est gratuit
et ne peut être vendu.



Le Journal de la Restauration

BELGIË - BELGIQUE

P.B./P.P.

B - 78

Bureau de dépôt
4099 Liège X
P501408

TRIMESTRIEL • JANVIER - FÉVRIER - MARS 2009 • N° 13 • BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

La Maison du Peuple de Poulseur restaurée

Après près de dix années de procédures et travaux, la Maison du Peuple de Poulseur est entièrement restaurée et à nouveau ouverte au public depuis ce 15 novembre 2008.

La Maison du Peuple de Poulseur est érigée en 1921, sur les ruines de l'ancienne maison coopérative détruite en 1914 par les troupes allemandes. En 1997, la Commune de

Comblain-au-Pont acquiert le bien, classé en 1998 en raison de la qualité des décors de style Art-déco, mais également pour sa valeur historique et symbolique.

La Commune décide de mener une vaste entreprise de restauration et de réaffectation du bien en partenariat avec l'IPW. En effet, la Maison du Peuple, considérée comme un bien en danger, est inscrite sur la liste de l'IPW le 15 mars 2001 afin d'épauler la Commune dans le montage de son dossier. Après restauration, le bâtiment est principalement destiné à un usage d'espace multi-services de type « maison de village ». Pour ce faire l'aménagement des locaux est pensé en fonction de la polyvalence des lieux. Le dernier étage et les combles sont transformés en un appartement qui pourra devenir conciergerie.

Le coût total des travaux s'élève à 1.426.000 € TVAC dont 518.000 € sont pris en charge par le Patrimoine sous forme de subvention à la restauration (80% des travaux sur parties classées). Sollicitée par l'Institut, la Province de Liège s'est également engagée à intervenir à concurrence de 10% du coût des travaux sur les parties classées. Enfin, un subside d'un



Maison du Peuple, salle des fêtes.

Photo Guy Focant © Région wallonne

montant de 658.000 € au titre du Développement rural, a également été réservé en faveur de la Commune. Outre l'aide administrative apportée à la Commune tout au long de l'élaboration du projet, l'Institut du Patrimoine wallon est également intervenu financièrement dans l'opération en préfinançant pour le compte de la Commune un montant de 110.000 €, à rembourser dans les deux années suivant la fin des travaux. Ce préfinancement tout à fait exceptionnel a permis à la Commune d'amorcer le chantier et donc de garantir le sauvetage du monument, rôle premier de l'Institut.

Le chantier de restauration a débuté le 6 mars 2006 pour se terminer fin septembre 2008.

Il paraît manifeste que la polyvalence et la diversité des activités qui pourront s'y tenir constitueront une infrastructure de premier plan pour le développement et le soutien de la vie locale.



Maison du Peuple, vue extérieure après restauration.
Photo Guy Focant © Région wallonne

La chapelle Notre-Dame du Marché va subir un lifting complet

Démarrage des travaux de restauration de la chapelle où, à l'avenir, culte et culture feront bon ménage!



Inauguré en octobre 2008, le chantier de restauration de la chapelle devrait s'étendre sur deux années. La chapelle du Marché à Jodoigne fut consacrée à la Vierge Marie en 1353 mais subit au cours des siècles plusieurs phases de transformation et de reconstruction. Elle se compose d'une nef unique de deux travées terminée par un chœur polygonal et précédée d'une tour de quatre niveaux couverte d'une flèche hélicoïdale, en pierre blanche de Gobertange. La nef, éclairée par quatre fenêtres ogives, est couverte d'un plafond en bois décoré de stucs datant de 1774.

Enfin, le mobilier est composé de trois autels du XVIII^e siècle ainsi que d'une chaire de vérité, des confessionnaux et des lambris qui forment un ensemble homogène de la fin du XVII^e siècle. Devant le chœur, un remarquable cénotaphe en pierre bleue représente le comte Winand de Glymes († 1668) et Michelle de Yederghem († 1671), son épouse.

La chapelle est dans un état de délabrement avancé et aucun projet ni accord ne se dégage en vue de son sauvetage au moment où celle-ci est inscrite sur la liste de l'Institut du Patrimoine wallon, en 1999. L'Institut va alors essentiellement jouer un rôle d'ensemblier entre les parties en présence pour parvenir à la signature d'une convention entre la fabrique d'église, la Ville, la Province et l'IPW. Celle-ci a donc prévu la restauration du monument classé et une affectation à deux fonctions : une utilisation culturelle tout en maintenant un espace réservé au recueillement.

Pour ce faire, le bureau d'architecture Atelier 20 a choisi de reculer les autels latéraux dans le chœur et une partie du banc de communion va servir de séparation entre l'espace dédié au culte et les activités culturelles. Le reste du mobilier sera replacé dans la chapelle de l'Arbre. L'équipement de l'espace culturel consistera en gradins télescopiques pouvant accueillir une centaine de personnes ainsi qu'une scène démontable. Des panneaux mobiles serviront de cimaises pour les expositions et masqueront les techniques spéciales. Un nouvel escalier permettra d'accéder au jubé qui recevra 38 places ainsi que la régie. Enfin, une annexe sera construite à la place de l'ancienne sacristie afin d'y installer l'infrastructure d'accueil pour les spectacles.

Restauration de l'hôtel de Sélys-Longchamps au Mont Saint-Martin à Liège

Dès 2009, s'ouvrira au Mont Saint-Martin, dans les hôtels de Sélys et de Méan, ainsi que sur l'emplacement de leurs terrasses, un hôtel de luxe. Ces deux maisons qui ont conservé de nombreuses traces du passé, étaient à vendre depuis longtemps.

L'hôtel de Sélys doit son nom au dernier propriétaire occupant : le baron Maurice de Sélys-Longchamps. Avant lui et dès le XI^e siècle, de nombreux personnages importants de la cité y habitèrent. La présence d'un « Palais » construit par l'évêque Eracle au VII^e siècle est attestée sur la colline.

Cette colline par son emplacement, protégée par des remparts, donne au sud vers le bras de la Meuse, à l'est vers la plaine de la Légia et au nord vers de verdoyantes collines. Son statut restera toujours aristocratique. Au sud les maisons sont disposées sur des terrasses qui descendent en escalier vers la rue Basse Sauvenière. Cette configuration donnait au lieu une valeur pour laquelle le site fût classé.

Des La Marck, aux Méan de nombreuses familles occupent les lieux en y réalisant des travaux et en particulier les Du Vivier au XVIII^e siècle. Maurice de Sélys l'acquiert en 1910, et le bien restera dans sa famille jusqu'en 1973, date à laquelle, une compagnie d'assurances l'acquiert. En 1977, la Ville de Liège en est propriétaire et le vend à une importante compagnie française pour arriver entre les mains d'un entrepreneur en 1998.



Photo vers 1917 : le Mont Saint-Martin et l'hôtel de Sélys. Collection CRMSF : photo de l'architecte Paul Jaspar

De l'hôtel originel, ne subsistent que peu d'éléments : une volumétrie générale altérée par les interventions du baron et de son architecte Edmond Jamar et quelques parties de décors dans lesquels il est très difficile de déceler aujourd'hui le vrai du faux. Les photos de l'état antérieur aux interventions de de Sélys nous permettent de comprendre à quel point il a transformé sa maison pour lui rendre ses « dispositions primitives ».

Sur les photos de 1887, la façade sud ne possède pas de pignon en accolade, de même que le pignon en escalier de la façade nord. Les baies n'ont plus leurs croisées en pierre. Le Baron va les restituer toutes, supprimant la couleur blanche des façades et ouvrant les galeries donnant sur la cour.

Intérieurement, sa fougue restauratrice ne s'arrête pas. Il achète des éléments décoratifs qu'il remplace : des boiseries de volets servent de portes, des cheminées sont créées avec des éléments disparates. Il intègre un salon avec chinoiseries (provenant probablement d'un hôtel de la rue Agimont). La cage d'escalier pourtant d'origine n'échappe pas à son perfectionnisme puisqu'il sculpte tous les balustres qui n'étaient pas décorés. Maurice de Sélys avait voulu un « Palais du XVI^e ». Il l'avait reconstruit comme il l'avait rêvé.

Quelques éléments sont restés d'origine dont le très élégant portail ou le plafond de la cage d'escalier, transformée par la famille du Vivier vers 1730. Ce plafond représente les quatre divinités féminines de l'antiquité et sont attribuées par F. Giot à Tommaso Vassalli. Outre le nom de Vassalli on peut avec certitude rapprocher ce travail des projets de Daniel Marot.

Lors de l'achat par la Ville de Liège, en 1977, sous la direction de l'architecte Jean Francotte, tous les éléments de décors sont enlevés. Le bâtiment qui cachait la mûrle est consolidé avec force dalles de bétons puis abandonné pendant près de vingt ans.

En 1995, certaines parties déjà classées sont inscrites sur la liste du patrimoine exceptionnel de Wallonie à savoir les chinoiseries du salon dit « Lovinfosse » à l'exception des boiseries, la cage d'escalier principale et certains éléments d'ébénisterie et de stucs. Que signifiait ce classement puisqu'aucun élément n'était authentique ?

En 1998, notre cabinet est donc chargé de la restauration de l'hôtel. Comment s'attaquer à ce monument qui était gravé dans la mémoire collective comme un des plus importants hôtels du XVI^e siècle, idée que la Commission des monuments et sites avait confirmée en lui attribuant le statut d'exceptionnel. Cette immense falsification de l'histoire devait donc s'inscrire comme telle : un grand pastiche réalisé par un « bricoleur » amateur d'art ancien. Il fût donc décidé de ne rien modifier à l'esprit du baron et de replacer au maximum ces morceaux de menuiseries ou de peintures. On décida de recréer cet intérieur bourgeois du début du XX^e.

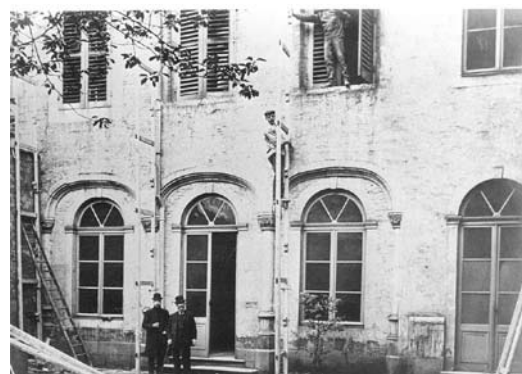


Photo antérieure à 1910 : le baron Maurice de Sélys et l'architecte Edmond Jamar. Collection CRMSF, Dossier hôtel de Sélys

Mais le projet ne trouvait pas d'acquéreur. La modernité de bureaux même de prestige, ou des appartements de luxe ne se satisfaisait pas de ce décor désuet.

En 2005, un acquéreur se présenta avec un projet d'un hôtel de luxe de 130 chambres. On accepta de supprimer les terrasses pour construire un bâtiment moderne. Un immeuble de 21m de haut devait s'élever depuis la rue basse Sauvenière. Notre projet fût vendu avec le bâtiment et nous fûmes entraînés dans le grand mouvement de « renouveau » de Liège qui allait créer tant d'emplois. Les nouveaux acteurs, financiers, entrepreneurs, décorateurs, et autres formaient une équipe à laquelle nous nous sommes intégrés sans enthousiasme. Quelques sondages furent autorisés à la Région wallonne, et une étude du bâti réalisée permit de découvrir des peintures du XVI^e dans l'hôtel de Méan voisin. Le prétexte était suffisant pour faire disparaître un décor néo-classique de qualité.

L'hôtel de Méan voisin avec sa remarquable façade du XVI^e (1650-1680) fût entraîné lui aussi dans ce « grand » projet ! Une salle de bal y subsistait. Elle ne pouvait supporter la charge qu'on voulait lui imposer. On vida l'immeuble pour construire une dalle en béton armé qui pouvait enfin accueillir un public en grand nombre. La façade sud qui n'était pas classée sera restaurée...



Vue de l'intérieur de l'hôtel de Sélys vers 1977. Collection CRMSF, photo Jean Francotte

(suite de l'article page suivante)

Suite à la page 21

Restauration de l'hôtel de Sélys-Longchamps au Mont Saint-Martin à Liège (suite)

L'étude de la Région wallonne décréta que le niveau inférieur était tardif sans approfondir une étude qui aurait permis de comprendre que nous étions devant des éléments architectoniques originaux. On lui accolera un bâtiment moderne transparent.

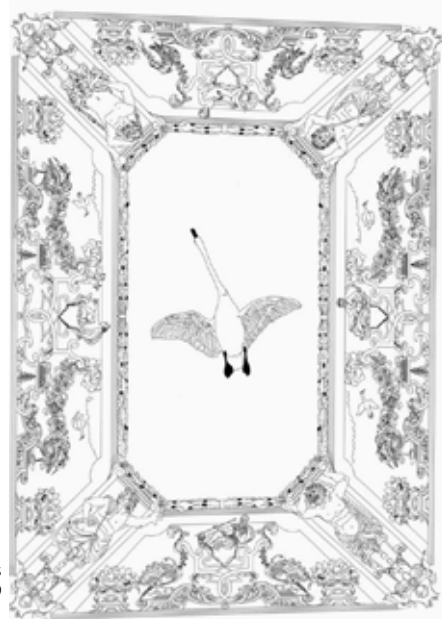
Que signifie encore le mot restauration dans ces deux cas. Tout au plus sont-ce des réhabilitations, voire des rénovations.

Le cas de l'hôtel de Sélys est plus singulier encore puisque son classement se basait déjà sur une erreur de jugement. Pour restaurer un monument il faut le connaître et le comprendre. Pour comprendre un monument il faut s'interroger sur ses significations historiques, esthétiques, symboliques ou fonctionnelles. Il ne faut pas oublier qu'il s'inscrit dans une trame urbaine qui l'a protégé et lui a permis de s'étendre ou de se transformer.

Après les études il faut le restaurer et l'aménager. Il faut le remettre dans un projet qui le réinscrit dans l'époque contemporaine et le tissu urbain. Le projet doit respecter le monument sans le détourner de ses qualités premières ou en altérant son environnement en faisant de lui l'intrus. Au nom de la réutilisation ou de la rénovation, au nom de l'économie et des créations d'emploi, au nom de l'amour du patrimoine derrière lequel se cache la spéculation, on ne peut faire entrer un éléphant dans une boîte à chaussures.

Paul HAUTECLER,
architecte

Relevé du plafond du hall de l'hôtel de Sélys
établi par le cabinet p. HD en 1999



Opération de revitalisation urbaine autour de la ferme d'Omalus à Anthisnes

La ferme d'Omalus est un monument classé, propriété de l'Institut du Patrimoine wallon depuis sa création, en 1999. Depuis lors, et conformément à sa mission, l'IPW a travaillé à la recherche d'un investisseur qui monterait un projet de restauration et réaffectation de l'ensemble. Rapidement, la Commune d'Anthisnes a développé un projet sur l'aile nord de la ferme, afin d'y implanter ses services. Quant aux trois autres ailes, plusieurs pistes ont été exploitées, sans succès.

En 2005, l'Institut décide de lancer un vaste appel à projets sur cette partie de l'ensemble agricole. C'est dans la foulée de cet appel que des négociations ont été engagées avec la société immobilière Thomas & Piron. Parallèlement, la Commune a envisagé avec les promoteurs un vaste projet de développement autour de la ferme d'Omalus et des services communaux qui y prendront place. Il s'agit de la création

d'un nouveau quartier qui fera la liaison entre la zone historique et touristique de l'Avouerie et les espaces sportifs. Ce programme permet de remettre en valeur le centre ancien d'Anthisnes, où s'élève notamment, à côté de la ferme d'Omalus, la ferme Saint-Laurent ainsi que la chapelle Saint-Maximin.

Dans ce cadre, les promoteurs, soit les sociétés anonymes Espaces Promotion et Thomas & Piron, ont développé le programme suivant : aménagement de 9 appartements dans les trois ailes de la ferme, construction de 15 maisons unifamiliales ainsi que de 10 appartements. L'investissement financier total est évalué à 7.948.443 € TVA et frais généraux compris, le tout étant consacré au logement.

L'ensemble du projet a été mené dans le cadre de la politique de revitalisation urbaine. Le 19 décembre dernier, le Gouvernement wallon a accordé, sur

proposition de Michel Daerden, une subvention à la Commune d'Anthisnes, pour le redéploiement de son centre urbain. L'opération « Omalus » recevra dès lors une intervention régionale de l'ordre de 1.250.000 €, à charge du budget 2008.



Vue aérienne de la ferme d'Omalus, de la ferme Saint-Laurent et de l'Avouerie. © Aérialmédia

Les classements

Le panorama de la Bataille de Waterloo

L'arrêté ministériel du 24 février 1998 classant comme monument les façades et les toitures du panorama ainsi que sa toile n'avait pas pris en compte l'aménagement scénique du bâtiment ni les avant-scènes. Or, l'importance de ces éléments est fondamentale : la technique du panorama a été brevetée ; elle définit des règles de hauteur de la toile, d'aménagement des accès, des terre-pleins, le bombage de la toile, etc.

La bataille de Waterloo a inspiré de nombreux artistes et plusieurs panoramas de celle-ci ont été réalisés. Cependant, il ne subsiste plus que celui de Braine-l'Alleud

qui est particulier à plus d'un titre. Il a été réalisé tardivement, en 1911, alors même que la vogue des panoramas était terminée ; il ne respecte pas le principe de l'unité de temps, de lieu et d'action mais représente environ trente minutes de la bataille. Il a été peint in situ et n'a jamais été destiné à voyager.

L'arrêté ministériel du 26 août 2008 a donc étendu le classement comme monument du Panorama de la Bataille de Waterloo (Braine-l'Alleud) à l'aménagement scénique et aux avant-scènes de l'immeuble.

Francine RONVEAUX,
1^{re} Assistante à la Direction
de la Protection du Patrimoine.



Détail avant-scène et toile. Photo Isabelle Leroy

Le Carnet de la Protection

TRIMESTRIEL • JANVIER - FÉVRIER - MARS 2009 • N° 13 • BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

L'ensemble thermal de Spa

L'ensemble thermal de Spa est inscrit sur la liste indicative du Patrimoine mondial de l'UNESCO depuis le 8 avril 2008. La ville d'eau présente, en effet, la particularité d'avoir conservé dans un espace limité tous les éléments caractéristiques du thermalisme. Mais revenons donc aux sources de sa popularité et replongeons-nous dans les remous de son histoire.

Spa n'est alors qu'une simple bourgade située aux confins du massif ardennais, à la porte de la haute fagne. Une vingtaine de sources d'eaux ferrugineuses aux effets curatifs, dont un point d'eau connu aujourd'hui sous le nom de « Pouhon Pierre le Grand », lui valent une certaine réputation. Pliny l'Ancien les mentionnait déjà dans un de ses ouvrages. Au début du XIV^e siècle, Spa prospère au sein du plus ancien centre sidérurgique du pays de Liège. Le commerce sidérurgique a développé des routes.

Des curistes avertis les empruntent, mais au XVI^e siècle, des protestants exilés de France et d'Espagne s'y intéressent également. Ces nouveaux curistes aux curieux habits, venus de contrées éloignées, sont appelés « bobelins » en raison de l'étonnement qu'ils suscitent chez l'habitant. Le style espagnol et hollandais des XVI^e et XVII^e siècles caractérisent alors l'architecture de la ville. Mais, vers 1650, avec la présence de plus en plus importante de ces bobelins, apparaissent de nouveaux hôtels. L'un des plus vastes fut celui de la Fontaine d'Or.

En 1717, le séjour du Tsar Pierre le Grand sera déterminant pour Spa. Par la suite, toute la noblesse européenne s'y retrouvera et parmi elle, les princes les plus titrés. Ainsi, l'empereur Joseph II surnomma Spa le « Café de l'Europe ». Le XVIII^e siècle voit la ville se parer d'hôtels de maître et de maisons d'Assemblées d'architecture néo-classique. Le premier casino moderne, « La Redoute », voit le jour à Spa. Qualifiée par ses contemporains de « délicieuse bonbonnière blanc et or », elle était la plus coquette et la mieux tenue des maisons d'Assemblées d'Europe. Dès 1762, sa construction suscita de nombreuses et nouvelles initiatives architecturales. Règnent alors l'élégance et le luxe qui manquaient jusque-là pour répondre aux attentes d'illustres hôtes. Cette atmosphère brillante attirera plus tard des personnalités mondaines telles que Casanova, Alexandre Dumas père, Victor Hugo et Meyerbeer.

La Révolution française et l'Empire napoléonien ont fait disparaître dans la suie bien des traces de cet âge d'or. Le 22 juillet 1807, un incendie détruira les deux tiers de la ville. Les plus anciens hôtels de Spa ayant survécu à cette époque sont l'Hôtel du Grand Maur (1740), le Grand Hôtel (actuel Hôtel de Ville, 1772), l'Hôtel de Lorraine (1760) de style Louis XV, et le Waux-Hall (1769).

Au XIX^e siècle, Spa renaît de ses cendres et voit l'édification de nombreuses constructions dont subsistent quelques témoins comme le pavillon des Petits-Jeux, la galerie Léopold II (1878), l'église Notre-Dame et Saint Remacle (1885). Quelques villas et châteaux privés de la haute bourgeoisie de la fin du siècle, comme le Château d'Alsa (1869) ou la Villa des Fleurs (1880), montrent encore ostensiblement leur statut privilégié dans des styles éclectiques au charme suranné.



L'établissement des Bains édifié par Léon-Pierre Suys, en 1862. Photo B. Roland

Édifié en 1862 par Léon-Pierre Suys, auteur de la Bourse de Bruxelles, l'établissement thermal individualise la ville par sa volumétrie. L'entrée principale, à laquelle on accède par une double rangée d'escaliers monumentaux, s'ouvre sur un large vestibule à colonnades, rehaussé de marbre blanc, orné de groupes de statues emblématiques. Ce grand hall séduit par son décor raffiné du Second Empire. Il se prolonge par des couloirs disposés en diapason donnant accès à des cabines équipées de baignoires en cuivre rouge, remarquables ouvrages de chaudronnerie. Les carrelages comportent des éléments décoratifs du début de l'Art nouveau, en parfaite harmonie avec leur lieu d'affectation.



Une cabine de bains de l'ancien établissement thermal. Photo B. Roland

Aménagé en 1756, modifié au cours des siècles, le Parc des Sept Heures constitue, lui aussi, un élément essentiel du paysage de la ville. Outre quelques arbres intéressants, dont un hêtre remarquable et une pièce d'eau avec fontaines, il est traversé par deux majestueuses contre-allées plantées de charmes, de tilleuls et d'ormes dont les frondaisons généreuses bordent l'allée centrale. Le parc abrite des constructions du XIX^e siècle témoignant du goût de l'époque, notamment la Galerie Léopold II, tout de fer et de verre, le Pavillon Reine Marie-Henriette et celui des Petits Jeux, devenu Office du Tourisme. La famille royale de Belgique séjournera longtemps à Spa et Léopold II marquera la ville de son empreinte caractéristique.

Au début du XX^e siècle, Spa compte quelque cinq cents maisons de plaisance, villas et châteaux, dont trois cent quarante dans de larges propriétés boisées. Il n'en reste aujourd'hui que quelques dizaines.

Construit en 1905, l'ancien Hôtel britannique est un bel exemple de la diversité à laquelle put mener l'éclectisme à l'extrême fin du XIX^e siècle. Durant la Première Guerre mondiale, cet hôtel va servir de Grand Quartier général à l'armée allemande. C'est d'ailleurs à Spa que le Kaiser Wilhelm II abdiquera en 1918.

Il faut attendre 1920 pour que le tourisme reprenne son essor. Les jeux sont à nouveau autorisés et le nouveau casino, construit en 1922, est le théâtre de la renaissance des festivités.

En 1921, est créée la compagnie Spa Monopole à laquelle est associé l'Institut Henrijean qui contrôle la qualité des eaux. Dès mai 1940, l'Hôtel britannique est à nouveau réquisitionné par l'occupant allemand et devient hôpital militaire. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, Spa échappa de justesse à la Bataille des Ardennes.

Après guerre, le thermalisme privé n'a plus la cote. La visite des sources est bien plus souvent un objet de promenade mêlé de curiosité historique que de soins du corps par l'eau de boisson. Les environs de Spa regorgent de sentiers de randonnée. La haute Ardenne, surnommée l'Ardenne bleue, abrite de nombreuses étendues d'eau comme le lac de Warfaaz et le lac de la Gileppe. Le thermalisme social fait son apparition. Spa se modernise et répond aux attentes de confort du tourisme de masse. Le premier centre belge du genre, ouvert à Spa en 1949, connaît un succès immédiat qui se prolonge jusqu'à la fin des années 1970. Le centre de vacances familiales Sol-Cress voit le jour dans les années 1960, sur la colline d'Annette et Lubin. Il se caractérise par le style moderne et dépouillé de cette époque. Il sera rénové et agrandi dans les années 1990.

En 2006, une initiative politique et architecturale majeure aboutit à la création d'un nouveau centre thermal sur la colline boisée d'Annette et Lubin relié par un funiculaire à un nouvel hôtel de luxe.

Ville d'eau animée, Spa offre toute l'année un accès varié à la culture et aux loisirs. Son Centre culturel dynamique lui confère un rayonnement bien supérieur à sa situation de petite commune de dix mille habitants en Province de Liège. Le vieux « Café de l'Europe » accèdera-t-il une fois de plus à la reconnaissance internationale grâce à l'UNESCO?

Baudry ROLAND

Les Nouvelles de l'Archéologie

BELGIË - BELGIQUE

P.B./P.P.

B - 78

Bureau de dépôt
4099 Liège X
P501410

TRIMESTRIEL • JANVIER - FÉVRIER - MARS 2009 • N° 13 • BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

Un creuset destiné à fondre l'alliage cuivreux.

Opération préventive à Dinant, parking des Oblats : 10 maisons de dinandiers et leurs ateliers

Un souci constant de rénovation urbaine à Dinant impose ces dernières années la réalisation d'une série d'interventions archéologiques préalables aux travaux. Au cours du premier semestre 2008, c'est à la pointe sud de la ville qu'une intervention préventive explora plus de 2500m², à l'emplacement de l'ancien chancre urbain que représentait le « parking des Oblats », rue Cousot.



Vue générale du site. Photo : Moers-Balloïde © Région wallonne, direction de l'archéologie.

L'intervention, menée par le Service de l'archéologie du Ministère de la Région wallonne (Service Public de Wallonie) en Province de Namur, en collaboration avec le service de jeunesse archéolo-J (www.archeolo-J.be), le Centre Culturel Régional de Dinant, la Ville de Dinant, et l'ASBL Tremplin, mit au jour tout un quartier d'habitation dévolu en grande partie à la dinanderie au Moyen Âge.

Ce quartier était jadis isolé du reste de la ville par un bras de Meuse. Cette première opération archéologique de grande ampleur dans le secteur permet d'en approcher la stratigraphie, encore largement méconnue. La première occupation attestée date du XI^e siècle. Un horizon de surface limoneux a enregistré pour cette époque une présence humaine encore très sporadique. On est alors extra-muros, alors que la ville se cantonne au niveau du centre actuel.

Ce quartier périphérique n'est semblé-t-il urbanisé qu'à partir du XIII^e siècle. Dans l'emprise de fouilles, deux rues perpendiculaires et le rempart longeant la Meuse, dessinent la trame à l'intérieur de laquelle sont disposées 10 maisons. Huit d'entre elles ont fait l'objet des travaux archéologiques.

Le module parcellaire primitif est très régulier. Une volonté de systématisation prévalut visiblement sur un développement spontané de l'habitat, de façon logique pour les « villes neuves » de cette époque. Les maisons, barlongues, occupent la partie avant des parcelles. Certaines sont cavées à l'origine, d'autres ne le seront que tardivement. La circulation interne est reportée latéralement d'après les observations menées sur quelques maisons. À l'arrière des maisons, un espace limité par les murs parcellaires et un mur de fond de parcelle est réservé aux activités artisanales. Enfin, au-delà du mur de fond de parcelle, un espace laissé vide entre la zone habitée et le rempart de Meuse autorise la circulation le long de celui-ci – mais sert également de dépotoir aux artisans.

L'activité principale pratiquée dans les ateliers logés à l'arrière des maisons témoigne de l'artisanat de ce qui a donné à la ville son dénomastique, le travail de la dinanderie (objets en laiton). Chaque maison est pourvue d'au moins un four, quelquefois reconstruit à plusieurs reprises. Seuls les soubassements excavés en ont été mis au jour. Il est difficile de déterminer à quelle part du processus correspondent ces fours : fabrication de l'alliage (cuivre et oxyde de zinc sous forme de calamine) ? Mise en forme des objets (battage de plaque ou fonte dans des moules) ? Seul indice orientant en faveur de cette seconde hypothèse, la présence en masse de fragments de moules en terre cuite usagés. Le moulin des batteurs, destiné d'après les textes à moudre la calamine et laminer le laiton, est directement voisin de notre emprise de fouilles. Dès le XVI^e siècle, il change de fonction, et s'applique à scier du marbre. Certaines structures appartenant à cette extension ont été mises au jour dans notre emprise.

Entre le XIII^e et le milieu du XV^e siècle, les maisons sont largement remaniées ; les ateliers sont progressivement étendus vers la Meuse ; les maisons s'agrandissent également dans la même direction ; on creuse des caves ; on rehausse les niveaux de sol, parfois très sensiblement, par épandage d'épaisses couches de graviers de Meuse ; des boutiques isolées de la zone privée sont aménagées à l'avant. Elles ouvrent sur la rue par de multiples baies encadrées de piédroits en calcaire.



Peu avant la seconde moitié du XV^e siècle, les caves de la plupart des maisons sont rétrécies d'un bon mètre. Sans doute cette transformation va-t-elle de pair avec une modification structurelle des étages supérieurs.

Enfin, c'est vraisemblablement aux troubles et pillages du milieu du XV^e siècle – sac de la ville par Charles le Téméraire – qu'il faut attribuer l'abandon total mais temporaire du secteur. Les maisons disparaissent sous d'épaisses couches d'incendie dans lesquels on retrouve un boulet de pierre. La rupture stratigraphique et parcellaire avec les niveaux postérieurs est totale : lorsqu'on réinvestit la place, c'est sans tenir aucun compte ni de la trame parcellaire, ni même de certains espaces publics. Un grand bâtiment à cour centrale s'étend alors non seulement à l'emplacement des maisons, mais empiète aussi sur une des rues et sur l'espace longeant le rempart. La fonction de ce grand bâtiment aux superstructures en pans de bois, comme l'illustre la documentation iconographique de la fin du XVII^e siècle, reste encore largement hypothétique. Hôtel des postes ? Bâtiment industriel en relation avec le moulin tout proche ? Hôtel privé ?

L'aile en façade de ce grand bâtiment nous est connue au XIX^e siècle comme propriété de la Veuve Michaux. Après démolition et reconstruction totale, elle deviendra en 1873-1874 le noyau des « Thermes dinantais ». Cet établissement de bains développera progressivement son emprise jusqu'au bord de Meuse, jusqu'à son rachat en 1897. Il devient alors l'hôtel Kursaal. À nouveaux, une série de transformations affecte alors les lieux (agrandissement, construction d'une grande salle des jeux). En 1903 déjà, les biens sont ensuite convertis en couvent ; la grande salle des jeux devient chapelle d'une maison accueillant des pères Oblats, qui donnèrent jusqu'aujourd'hui leur nom aux lieux. C'est la Seconde Guerre mondiale qui ensuite sonne le glas du couvent, qui passe alors de propriétaire en propriétaire, jusqu'à ce que la ville de Dinant en échoie et y installe – de 1950 à 1987 – une école technique dans laquelle on enseignait notamment... la dinanderie.

Marie VERBEEK & Nicolas SERVAIS

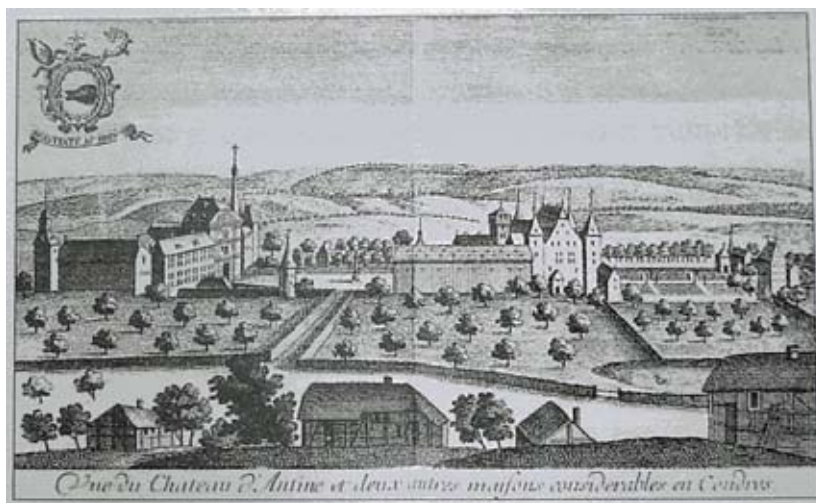
Sondages diagnostics préalables aux interventions prévues dans le jardin derrière le château de l'Avouerie à Anthisnes

Dans le cadre d'une procédure de Certificat de Patrimoine liée à la restauration du bâtiment de la Brasserie collé au donjon du XII^e siècle de l'Avouerie d'Anthisnes, une série d'études préalables ont été planifiées, notamment des sondages diagnostics dans le jardin situé derrière ce qu'il reste actuellement du château. L'imposant corps de logis est construit sous l'instigation de Godefroid d'Antine et de son épouse Élisabeth de Fraipont en 1648. En 1835, un incendie détruit une partie du corps de logis ainsi que les deux tours nord tandis qu'en 1897, le porche d'entrée et les dépendances s'étendant jusqu'à la ferme Saint-Laurent s'envolent également en fumée.

Guidés par les sources iconographiques, cinq sondages ponctuels sont précisément implantés et réalisés à l'aide d'une pelle mécanique afin de préciser l'existence et l'état de préservation des vestiges archéologiques.

Sous une couche de terre arable suivie de remblais de destruction, des massifs construits et orientés dans l'axe du château sont mis au jour. Le premier sondage révèle la présence d'un mur (M2) situé dans l'axe du gouttereau ouest du château tandis qu'un autre massif en retour d'équerre et lié au M2 est également découvert. L'extension vers l'est du sondage permet de mettre en avant la limite septentrionale du château (M7) à laquelle se greffe les deux tours nord/ouest et nord/est.

L'analyse macroscopique des mortiers prélevés sur les massifs construits préservés montre l'existence d'au moins deux types de mortiers divergents laissant présager une probable récupération de structures antérieures au XVII^e siècle (époque de la construction de l'imposant corps de logis).



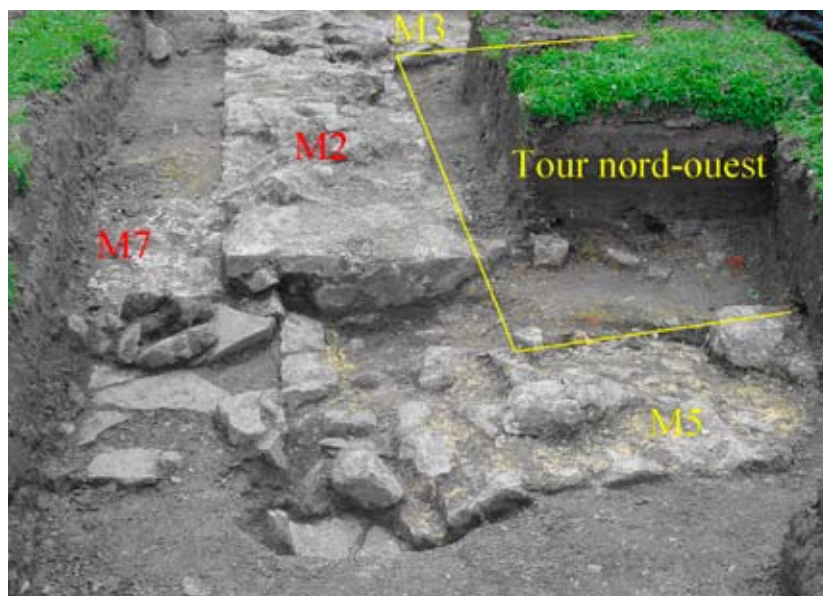
Le village d'Anthisnes : à gauche, la ferme Saint-Laurent et à droite, l'avouerie du XVII^e siècle avec son donjon du Moyen Âge (d'après la gravure de R. Leloup, vers 1740.)

Le sondage effectué au nord du jardin selon un axe est/ouest révèle la présence d'une série de trous de pieux. Orientés selon un axe sud-est/nord-ouest, ils sont désorientés par rapport au château. Trois tessons de céramiques découverts en association avec ces derniers permettront peut-être de préciser leur chronologie.

La présence de vestiges plus anciens n'est pas étonnante dans la mesure où Anthisnes vient du nom de la villa romaine d'Antinac construite à proximité de la chaussée Saint-Quentin-Cologne. Des vestiges gallo-romains mais également carolingiens sont mis au jour sur cette commune. Sous le règne de Charles le Chauve, le fiscus d'Antina est le siège d'un atelier monétaire comme en témoigne une obole portant le nom d'Antini et frappée entre 869 et 875.

Les résultats de ces sondages diagnostics dévoilent l'existence de vestiges en parfait état de conservation. Les niveaux atteints situés juste sous le niveau de destruction lié à l'incendie de 1835 laissent présager un phasage complet et probablement peu perturbé allant du XIX^e à des structures beaucoup plus anciennes suggérées par la présence du donjon (XII^e siècle) et de trous de pieux. Une campagne de fouilles plus importantes permettra d'éclaircir les nombreuses interrogations soulevées par ces brèves mais passionnantes investigations archéologiques.

Nancy VERSTRAELEN



Vue sud du sondage 3. Photo Nancy Verstraelen, APASReL



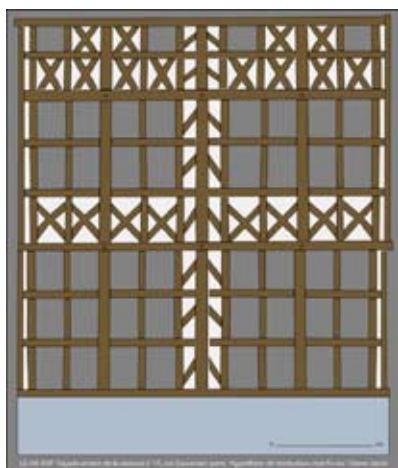
Vue vers l'ouest du sondage 2 et des trous de pieux. Photo Nancy Verstraelen, APASReL

Rue Souverain-Pont, à Liège...



Exemple de carrelage ornemental utilisé dans la maison. 1620-1640

Durant les mois d'avril à juin 2008, préalablement à la création de logements sociaux, une campagne de décapages et de relevés a été entamée par le Service de l'Archéologie de Liège (SPW/DGO4) au n°15 de la rue Souverain-Pont, au beau milieu du cœur historique liégeois.



Restitution de la façade arrière au début du XVI^e siècle

Les relevés ont principalement porté sur la façade arrière, les mitoyens et les cloisons internes.

Cette campagne a permis de mettre en lumière les principales phases de réaménagement d'un important bâtiment, originellement en pan-de-bois. Des datations dendrochronologiques viendront sceller chronologiquement ces phases, au nombre de quatre.

La première phase (finXV^e-début XVI^e) voit la construction d'un imposant bâtiment en pan-de-bois de 10 m de large, pour 12 m de long et une hauteur de 11,5 m jusqu'à la sablière haute et l'amorce d'une toiture en bâtière.

La seconde phase est à situer dans la seconde moitié du XVII^e siècle : la façade à rue est démontée, une cage d'escalier est installée dans le corps du bâtiment, l'édifice est surhaussé d'un niveau et de nouvelles poutres sont installées dans les pièces donnant vers la rue. Enfin toute l'ossature du bâtiment est peinte en gris-bleu et les remplissages sont recouverts d'un enduit « fausse-brique », recouvert de peinture rouge.

La troisième phase se situe dans la seconde moitié du XVIII^e siècle : une nouvelle façade vient se substituer à celle installée à rue au XVII^e siècle et l'escalier est remplacé. Sur les façades, les remplissages extérieurs sont repeints au blanc de chaux, l'ossature conservant sa teinte gris-bleu. Enfin, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le bâtiment est de nouveau surhaussé et l'escalier XVIII^e est remis « au goût du jour ». Les façades sont alors recouvertes d'une peinture à l'huile couleur crème.



Vue de la façade arrière de la maison n°15, rue Souverain-Pont

En plus de ces données, les opérations archéologiques ont pu remettre au jour de nombreux éléments des anciennes décorations intérieures des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles : cheminée millésimée de style renaissance, carreaux décoratifs, papier peint, etc.

Guillaume MORA-DIEU

Du sang neuf à la direction de l'Archéologie

Dans le cadre de son audit de la direction de l'Archéologie, la Cour des Comptes avait épinglé la pratique qui consistait à rencontrer des besoins permanents de l'administration par la mise à disposition du personnel nécessaire par des asbl auxquelles était accordée pour la circonstance une subvention couvrant la totalité de ses frais.

Dans son rapport, la Cour suggérait de remplacer cette pratique par le recrutement d'experts en nombre suffisant pour rencontrer les besoins pérennes de la direction.

Le Gouvernement wallon a donc décidé le 22 mai 2008 de procéder à l'engagement contractuel à durée indéterminée (CDI) de 48 experts dans le domaine de l'archéologie

(45,75 équivalents temps plein) répartis entre l'administration et l'IPW.

Un profil de fonction précis avait été établi pour chaque poste à pourvoir et un jury de spécialistes a été composé comprenant des représentants des Ministres, des représentants de l'Administration et de l'IPW ainsi que des experts extérieurs comme Anne Cahen, Marie-Cécile Bruwier, Stéphane Démeter et, bien entendu, des membres de la direction de la sélection du SPW.

Plus de 200 candidats ont rentré leur candidature dont 117 ont été retenus pour une interview suite à l'analyse de leur CV et la vérification des conditions d'admission.

Les auditions se sont déroulées durant 3 semaines et ont permis la sélection de 48 candidats dont 43 pour la direction de l'archéologie et 5 pour l'IPW qui ont pris leurs fonctions le 5 janvier dernier.

Préalablement, les 5 archéologues provinciaux et la direction des services centraux avaient réparti les lauréats entre les 6 lieux d'affectation en fonction de 3 critères (dans l'ordre) : les besoins du service, le profil des candidats et leur domicile.

Et comme un bonheur ne vient jamais seul, 20 PTP « ouvriers fouilleurs » vont également être recrutés dès le printemps 2009 complétant ainsi les équipes nécessaires à assurer l'ensemble des fouilles préventives et de sauvetage de notre région.

Ghislain GERON

Restauration de quelques objets archéologiques exceptionnels

Les fouilles livrent de nombreux objets archéologiques, qui demandent souvent des traitements complexes afin d'être identifiés et, pour les plus intéressants d'entre eux, montrés au public.

Le mobilier d'une tombe mérovingienne exceptionnelle du cimetière mérovingien de Grez-Doiceau a récemment été restauré pour être présenté dans l'exposition « Nos ancêtres les barbares, voyage autour de trois tombes de chefs francs » qui se tient actuellement à Saint-Dizier, avant de rejoindre les collections permanentes des Musées royaux d'Art et d'Histoire. Il s'agit d'une tombe de femme datée du deuxième tiers du VI^e siècle après J.-C. et comprenant un riche ensemble de bijoux, de nombreux instruments et accessoires de vêtement, un coffre et un bassin à bord perlé.

Parmi les bijoux, deux fibules se distinguent par leur taille et la richesse de leur décoration. La plus belle, une fibule digitée à tête semi-circulaire, illustre bien le goût des populations « barbares » de l'époque mérovingienne pour la polychromie et l'utilisation de décors complexes, animaliers ou non. En effet, sa tête représente un visage humain, et plusieurs têtes d'oiseaux décorent sa tête et son pied. La polychromie est obtenue par l'incrustation de 20 grenats rouge sombre, sur une base en argent, plaquée d'or à certains endroits et niellée à d'autres. Le nielle, un mélange de sulfures, est placé dans des petits triangles incisés dans l'argent, dont la couleur blanche contraste avec la couleur noire du nielle.



Détail de la tête de la fibule. Photo G.Hardy © RW

L'ensemble de la fibule était recouverte de couches de corrosion constituées de carbonates et d'oxydes de cuivre d'une part, et de chlorures d'argent d'autre part. Le nettoyage a été effectué au scalpel et avec des grattoirs en bois, la présence de nielle rendant difficile l'utilisation d'agents chimiques. L'état de conservation tant de l'argent que du nielle est exceptionnellement bon pour la nécropole de Grez-Doiceau, où la plupart des objets métalliques ont souffert d'une pollution élevée de l'environnement.

Le bassin appartient à un type de récipient, généralement en laiton, assez fréquent dans les tombes du V^e au VII^e siècle et est caractérisé par un bord décoré d'une rangée de bossettes plus ou moins prononcées. Les conditions de corrosion particulièrement sévères qui affectent le cimetière de Grez-Doiceau ont provoqué la minéralisation complète de la fine tôle avec laquelle le bassin était façonné. Des zones importantes du fond et des parois étaient fragmentées en petits morceaux ou même pulvérisées, une fissure s'était créée suite à l'effondrement du couvercle du cercueil et des racines avaient transpercé la paroi. Cependant, l'objet était relativement peu déformé, la dégradation s'étant produite lentement après que la tombe se soit remplie de limon, et celui-ci maintenait les fragments dans leur position originale.

Un prélèvement « en motte » de l'objet avec le sol sous-jacent et les sédiments qui le remplissaient a donc été effectué au moment de la fouille, afin de continuer à le soutenir. L'enlèvement prudent en laboratoire des sédiments intérieurs a confirmé que le bassin avait gardé sa forme et pouvait être dessiné et étudié dans sa motte. Malgré la difficulté de la restauration, nous avons cependant décidé de tenter un dégagement complet, cet objet faisant partie d'un ensemble exceptionnel qu'il est souhaitable de présenter au public le plus complet possible.

La restauration a été confiée à Muriel Van Buylaere, qui a patiemment dégagé les parois intérieures en les consolidant au fur et à mesure à la résine acrylique. La face extérieure a alors pu être libérée progressivement du limon et imprégnée de résine acrylique, avec un doublage supplémentaire au papier japon fin. Après le dégagement de la panse, le fond du bassin s'est heureusement détaché assez

facilement du reste de la motte parce qu'une couche de bois du cercueil l'isolait du limon sous-jacent. Cette libération a permis le retournement de la pièce pour le traitement de la face extérieure du fond et son doublage au papier japon. Les fissures ont pu être refermées et le bassin redressé avant la poursuite du doublage pour lui redonner une forme plus proche de la forme d'origine. Seuls quelques morceaux, déformés par l'enfouissement, n'ont malheureusement pas pu être remis en place.



Le bassin après restauration

Après cette consolidation, un nettoyage plus approfondi de la surface a été effectué. Celui-ci a permis de mettre en évidence sur tout le tour intérieur du bassin une bande régulière de 0,5 cm de large, légèrement oblique. Cette trace est sans doute due à la désagrégation d'un élément en matière périssable, peut-être une lanière de cuir ?

Finalement, au départ d'un état de conservation désastreux, le résultat est très satisfaisant. Il permet la lecture claire et complète de l'objet ainsi que son étude et une bonne présentation du bassin.

Muriel VAN BUYLAERE,
Recherches et Prospections
Archéologiques en Wallonie
Sylviane MATHIEU,
SPW, Direction de l'Archéologie



Bassin à bord perlé, avant le dégagement de la motte. Photo M. Van Buylaere © RPAW

Publications et Manifestations

BELGIË - BELGIQUE

P.B./P.P.

B - 78

Bureau de dépôt
4099 Liège X
P501409

TRIMESTRIEL • JANVIER - FÉVRIER - MARS 2009 • N° 13 • BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

Infirmières monastiques

À côté de la prière communautaire, du travail manuel ou de l'accueil des hôtes, les soins donnés aux frères et sœurs infirmes occupaient jadis une part importante de la vie monastique, dans l'esprit du précepte de saint Benoît : *on prendra soin des malades avant tout et par dessus tout* (Règle, 36, 1). Des études archéologiques, archivistiques et anthropologiques – dont certaines encore inédites jusqu'ici – ont été menées sur les infirmeries de plusieurs abbayes de Wallonie. L'infirmerie monastique y apparaît comme une sorte d'abbaye en miniature, avec ses lieux séparés, sa configuration propre et ses traditions médicales. Grâce à ce fil conducteur, l'asbl « Abbaye de Villers » a assuré, sous la houlette de Michel Dubuisson, la coordination d'un ouvrage intitulé *Infirmières monastiques. Les soins de santé dans les abbayes de Wallonie, du Moyen Âge aux Temps modernes* ; il constitue le 7^e numéro de la collection « Les Dossiers de l'IPW ».

Après une introduction de Michel Dubuisson, Geneviève Xhayet plante le décor général avec une contribution consacrée à la médecine monastique en

Occident, des origines au XVIII^e siècle. Ensuite, ce même auteur et d'autres envisagent différents aspects des soins de santé dans les principales abbayes de Wallonie, comme la médecine et le savoir médical à l'abbaye Saint-Jacques à Liège (G. Xhayet), l'opération de la cataracte de Gilles li Muisis, abbé de Saint-Martin de Tournai (B. Meurice), les soins de santé à Villers-la-Ville au XVIII^e siècle (F. Philippart et M. Dubuisson), les soins du corps à Orval (J. Kelekom), les soins chez les cisterciennes des Pays-Bas méridionaux et la principauté de Liège aux Temps modernes (M.-H. Henneau), la pharmacie et le jardin des plantes à Villers au XVIII^e siècle (P. Gautier), la maladie et la mort de Jean de Stavelot (P.-J. De Griek).

Outre ce beau panel d'articles directement liés au thème médical au sens large, le volume met également en évidence les principaux progrès que l'archéologie, mais aussi d'autres disciplines ont permis de réaliser dans la connaissance des infirmeries monastiques, qu'il s'agisse des « basses infirmeries » de Floreffe (L.-F. Genicot), de l'infirmerie de Saint-Jacques

à Liège, située place Émile Dupont, 9-10 (C. Bolle, D. Henrard et al.), des trois infirmeries médiévales de Villers (T. Coomans), des vestiges de l'infirmerie d'Aulne (G. Laurent), de l'infirmerie des cisterciennes de la Paix-Dieu à Amay (V. Boulez) et, enfin, de quelques éléments anthropologiques et paléopathologiques des sépultures de l'ancienne abbaye de Stavelot (B. Lambotte, B. Neuray et al.).

Bref, un ouvrage qui jette un regard neuf sur une problématique peu traitée jusqu'ici, mais véritablement passionnante, touchant à la fois aux sciences humaines et aux sciences médicales.

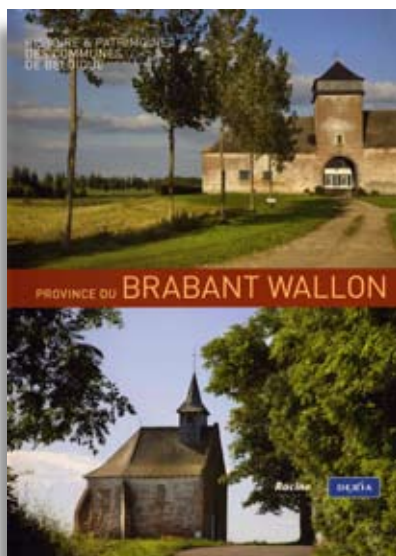
DUBUISSON, M. (dir.), *Infirmières monastiques. Les soins de santé dans les abbayes de Wallonie, du Moyen Âge aux Temps modernes* (Les Dossiers de l'IPW, 7), 144 pages, Namur, Institut du Patrimoine wallon, 2008. **20 €**



Histoire et Patrimoine des Communes de Belgique

Les Éditions Racine, en collaboration avec la banque Dexia, viennent de publier les deux premiers tomes d'une nouvelle collection consacrée à l'histoire et au patrimoine des Communes de Belgique. Cinq volumes traiteront de la Wallonie, un par province, les deux premiers abordent l'un la province de Namur et l'autre celle du Brabant wallon.

Chaque commune fait l'objet d'un chapitre à part entière qui est subdivisé en fiches correspondant aux localités la composant. Une notice historique retrace l'histoire de chaque village depuis ses origines, remontant parfois jusqu'à la préhistoire et invite ensuite à la découverte. Les monuments classés, qu'il s'agisse aussi bien d'une église que d'un château ou d'une ferme, y sont bien entendu mentionnés à travers de nombreux détails, s'appuyant pour ce faire, sur les acteurs et historiens locaux. Toutefois, loin de se limiter à cet aspect de notre patrimoine, ces deux volumes en présentent également des côtés moins connus comme les arbres remarquables ou des éléments du petit patrimoine populaire, tels les croix, les



potaux ou encore les fontaines. En outre, ces notices reprennent également les musées, les spécialités gastronomiques et les grandes dates du calendrier festif. Malgré tout, ces volumes restent avant tout des

ouvrages à vocation historique, qui ne comportent pas de renseignements pratiques destinés à la visite sur place, tout en n'atteignant pas non plus la précision et la complétude de l'inventaire édité à travers le *Patrimoine monumental de la Belgique*.

La présentation très claire et très soignée de chaque notice est en outre accompagnée d'une iconographie riche et abondante, réalisée spécialement pour l'occasion. Un partenariat avec l'Institut Géographique National a permis de publier un cahier de cartes topographiques détaillées situant chaque localité, village ou hameau de la province concernée. Une belle découverte donc qui invite à bien d'autres !

Renseignements :
www.racine.be

Histoire et patrimoine des communes de Belgique, province de Namur et province du Brabant wallon, Éditions Racine – Dexia, 448 pages et 288 pages, **29,95 €/exemplaire**.

« Faire justice » dans le diocèse de Liège au Moyen Âge

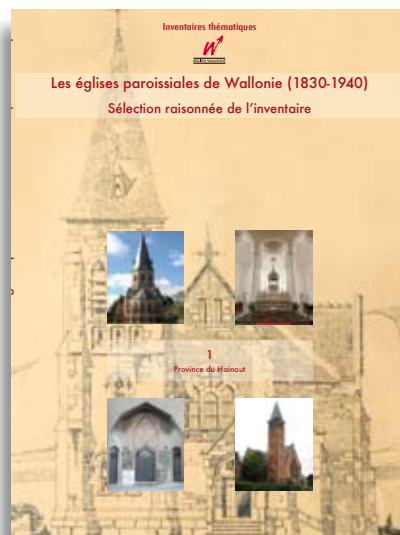
Par Julien Maquet

La Bibliothèque de la Faculté de Philosophie et Lettres de l'Université de Liège vient de publier la thèse de doctorat de Julien Maquet, attaché aux publications à l'Institut du Patrimoine wallon.

Ce beau livre de 792 pages reconstitue la manière dont la justice était effectivement rendue dans le diocèse de Liège entre le VIII^e et le XII^e siècle, en analysant l'ensemble des juridictions ecclésiastiques ou laïques. Le rôle des juridictions supérieures

est également envisagé, tout comme certaines procédures spécifiques, telles que la vengeance privée. Bref, un ouvrage qui jette un éclairage particulier sur une période encore mal connue et fortement imprégnée de l'héritage carolingien.

Les deux premiers tomes de l'*Inventaire des églises paroissiales (1830-1940)*



Comme nous l'annoncions dans un précédent numéro de *La Lettre du Patrimoine*, une nouvelle série appartenant à la collection « Inventaires thématiques », consacrée aux églises paroissiales de Wallonie construites entre 1830 et 1940 voit le jour en ce début d'année 2009 éditée par l'Institut du Patrimoine wallon et coordonnée par la Cellule de Recherche en Histoire et Archéologie du Bâtiment (CRHAB).

Les provinces de Hainaut et Liège font l'objet des deux premiers tomes de la série, d'environ deux cent pages chacun, dont l'objectif est de proposer une base de données où les critères de sélection sont résolument d'ordre architectural. L'inventaire est conçu pour devenir un outil « objectif » d'aide raisonnée à l'intention des divers responsables du patrimoine.

Une évaluation patrimoniale de chaque monument a été réalisée à la demande du Ministère de la Région wallonne en prenant en compte un faisceau de paramètres tels que l'impact paysager ou urbanistique, l'originalité ou la cohérence de l'architecture ou encore leur état de conservation. Une nouvelle série incontestablement appelée à devenir une référence en la matière !

M. BERTRAND, N. CHENUT, L. F. GENICOT (dir.),
Les églises paroissiales de Wallonie (1830-1940). Sélection raisonnée de l'inventaire
Vol. 1, Province de Hainaut, Namur, 2009, 208 p., 12 €.
Vol. 2, Province de Liège, Namur, 2009, 224 p., 12 €.

Foire du Livre de Bruxelles

L'équipe des éditions de l'Institut du Patrimoine wallon vous donne rendez-vous, pour la quatrième année consécutive, à la Foire du Livre de Bruxelles. Profitez de cet événement pour venir rencontrer sur notre stand de 100 m², commun avec les Éditions Luc Pire qui assurent la diffusion des publications en librairies, les personnes qui œuvrent au quotidien à la parution des livres édités par l'IPW, soit pas moins de 44 titres depuis la reprise de la matière en janvier 2005.

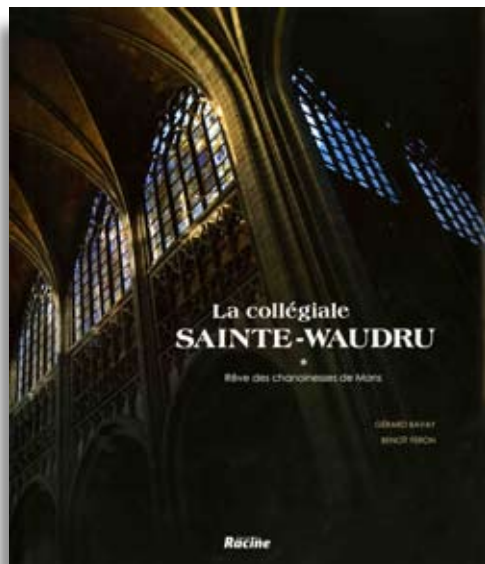
Informations pratiques :

Foire du Livre de Bruxelles

du jeudi 5 au lundi 9 mars inclus
de 10h à 19h, nocturne jusque 22h les
jeudi et vendredi
à Tour & Taxis
www.flb.be
+32 (0)2 / 290 44 31



La collégiale Saint-Waudru se livre...



Une splendide monographie entièrement consacrée à la collégiale Sainte-Waudru de Mons vient de voir le jour sous la houlette de Gérard Bavay.

La collégiale Sainte-Waudru. Rêve des chanoinesses de Mons raconte l'histoire des femmes et des hommes qui ont rêvé ce chef-d'œuvre d'élégance et de légèreté. Le patient décryptage des signes des tailleurs sur la pierre a enfin permis de retracer l'œuvre des maîtres de carrière attachés pendant plus de deux cents ans au chantier de la collégiale, auquel se sont associés les maçons agençant et retouchant les blocs de pierre, les verriers mariant la lumière et les couleurs, les sculpteurs et les peintres...

Ce livre raconte aussi les châsses et les innombrables témoins de la dévotion, les orfèvreries qui attestent du goût et de la

richesse des commanditaires et la maîtrise des artistes, les salles qui font resurgir l'ombre de la collégiale Saint-Germain. Sans oublier les statues de ces nobles chevaliers à genoux depuis 500 ans et pour l'éternité.

Sous la conduite d'artistes, d'ingénieurs et d'historiens qui conjuguent ici l'érudition de leurs questionnements et les palettes de leurs sensibilités, voici un regard radicalement neuf et humain pour comprendre ce joyau de notre histoire, brillamment rehaussé par les splendides photographies de Benoît Feron.

Renseignements : www.waudru.be

La collégiale Sainte-Waudru. Rêve des chanoinesses de Mons, 176 pages, coédition Racine et asbl Sainte-Waudru, 39,95 €

Bon anniversaire BOZAR !

À l'occasion de son 80^e anniversaire, le Palais des Beaux-Arts de Bruxelles s'expose dans un volumineux ouvrage trilingue, reflet des multiples facettes de ce monument, partiellement classé, devenu un incontournable de la vie culturelle belge.

Facette patrimoniale tout d'abord, avec la mise en évidence des différents défis relevés par Victor Horta, qui signe là une de ses réalisations majeures Art déco : construire, sur une parcelle irrégulière de 8.000 m², un bâtiment qui fait le lien entre le haut et le bas de la ville, s'intègre à son environnement urbain et absorbe une mixité de fonctions bien différenciées (concerts, expositions, commerces...) tout en restant flexible. Un autre défi de taille est également abordé : celui de la restauration

toujours en cours du Palais, dénaturé au fil du temps, qui vise à l'adapter aux exigences techniques contemporaines tout en respectant – et redécouvrant – le concept originel. Restauration de l'architecture, mais également réforme radicale de la gestion du Palais, qui rendit possible la concrétisation du projet BOZAR.

Facettes culturelles ensuite, avec le riche bilan de cette institution multidisciplinaire (musique, théâtre, danse, exposition, cinéma), résolument tournée vers l'avenir.

Et dans tous les cas, plaisir des yeux avec les très nombreuses illustrations : regards d'artistes sur l'architecture, photographies de travaux, souvenirs de spectacles et d'expositions...



BOZAR LXXX, Éditions Lannoo, trilingue anglais, français, néerlandais, 544 pages, 65 €

Le Patrimoine et les normes

Journée d'étude de la Direction de la Restauration – Mercredi 4 mars 2009 – Aux Moulins de Beez à Namur

La prochaine journée d'étude organisée par la direction de la restauration (DGO4 – Département du Patrimoine) aura pour thème : **le patrimoine et les normes**.

Le patrimoine classé – et particulièrement les « monuments » classés – n'échappe pas à la plupart des contraintes imposées dans de nombreux domaines par l'évolution des législations et des réglementations. Au niveau national et régional, celles-ci sont de plus en plus conditionnées par les impositions émanant de l'Europe.

Qu'il s'agisse de monuments classés ou non, en fonction de leur usage, de leur destination, les normes en vigueur doivent être prises en compte lors de l'élaboration de tout projet. En ce qui concerne les biens classés, ces contraintes s'ajoutent

aux spécificités propres à la restauration ou à la réaffectation : approche rigoureuse en matière d'études préalables, de connaissance des techniques anciennes et modernes, tout en laissant place à la créativité.

Cette journée a pour objectif de faire le point sur les normes les plus fréquentes et leur application dans le cas du patrimoine classé : normes acoustiques, protection incendie, économie d'énergie, accès PMR et handicapés, sécurité des chantiers, stabilité, utilisation de produits dangereux, etc.

Pour préserver l'équilibre entre l'application de ces normes et le respect des valeurs patrimoniales qui ont présidé au classement, à la protection du monument concerné, quelles mesures d'exception ou d'adaptation envisager ? La concertation entre acteurs concernés doit nous permettre d'identifier des lignes de conduite raisonnables en guise de réponse.

Par le biais d'exemples, les différents sujets traités seront développés par des spécialistes. Cette journée est organisée à l'attention de toute personne concernée par ces matières : architectes, entrepreneurs, propriétaires de monuments classés, agents des services publics, administrations communales, acteurs des secteurs abordés, ...

Les inscriptions à cette journée d'étude sont possibles via le site de la DGO4 ou par envoi au Service Public de Wallonie Relations publiques c/o Marc SCHEPERS / Isabelle HENRY rue des Brigades d'Irlande, 1 B-5100 Jambes Fax : +32 (0)81 / 33 24 42 events.dgatlp@mrw.wallonie.be

Voyage au cœur du Patrimoine

Le Patrimoine raconté aux enfants

Initier un enfant ou un adolescent aux formes artistiques, historiques et culturelles qui s'inscrivent dans son quotidien visible, affiner sa perception de l'architecture et de l'espace, c'est avant tout lui donner les moyens de comprendre son cadre de vie, ce qui devrait l'amener, plus tard, à devenir un acteur lucide, imaginatif et exigeant de son environnement. Partant de ce constat, l'auteur, Yves Robert aborde à travers cet ouvrage, réalisé par Europa Nostra Belgium avec la collaboration de l'IPW, dans un vocabulaire très simple, des notions aussi complexes que l'origine du concept patrimoine, son histoire, son

évolution, les différentes théories qui ont prévalu, les grands textes théoriques comme la Charte de Venise et les évolutions qui en découlent ainsi que les questions qu'ils soulèvent comme la gestion du patrimoine et son entretien, sa sauvegarde, avec les différents concepts que cela implique : restauration, rénovation, réaffectation. L'auteur espère notamment que ce livre permettra aux enfants de comprendre notre patrimoine et donc de devenir responsables face à l'héritage qui leur est légué et qu'ils devront à leur tour transmettre.

www.europanostrabelgium.be



En direct de la CRMSF...

Deux nouveaux numéros pour les collections de publications de la Commission royale : un *Bulletin* 20 dédié à trois habitats seigneuriaux hennuyers et un *Dossier* 12 consacré au logis en pan-de-bois...

Dans le cadre de la réforme de la Commission royale, adoptée par le Gouvernement wallon durant cet été 2008 (cf. *La Lettre du Patrimoine* n° 12), la mission de publication d'ouvrages scientifiques relatifs au Patrimoine s'est vu confirmée. De nombreux projets éditoriaux ont été engrangés par le Bureau, dont les deux premiers ouvrages viennent de paraître.

Le vingtième tome du *Bulletin* est centré sur l'étude des habitats seigneuriaux de la période médiévale, singulièrement au travers de l'examen de trois monuments situés en province de Hainaut : la Tour Vignou à Attre-Mévergnies, le château-ferme de Cour-sur-Heure et la maison haute de Lompret.

Les articles de Mesdemoiselles Julie Regniers et Clémence Mathieu et de Monsieur Vincent Vandenberg, basés sur leur mémoire de fin de licence en Histoire de l'Art et Archéologie, sont précédés d'une introduction de Monsieur le Professeur Michel de Waha, de l'Université libre de Bruxelles.

Maison seigneuriale, maison noble, maison forte, maison haute, château-ferme, ferme-château, gentilhommière... Ces diverses appellations désignent toutes confusément la même chose, soit ce bâtiment jadis occupé par un petit seigneur local, gentilhomme de campagne, magistrat ou officier rural, ce type de construction que l'on rencontre sur tout le territoire européen, au fil des chemins de province qui souvent révèlent des petites merveilles méconnues.

Relevons d'emblée que des trois monuments historiques qui font l'objet de cette publication, pas un seul n'est à ce jour protégé par un classement. On ne peut que s'en étonner, voire s'en offenser. Voilà en tout cas une situation qui met bien en lumière la question de la protection du Patrimoine architectural et historique de Wallonie et du long chemin qui reste à parcourir pour assurer, dans un monde en pleine mutation, sa conservation pour les générations futures.

Avec son douzième *Dossier*, la Commission royale emmène le lecteur à la découverte du logis en pan-de-bois dans le bassin de la Meuse moyenne de 1450 à 1650, soit cette période troublée, marquée par les guerres et leurs lots de destructions, qui court du Moyen Âge finissant au cœur du Grand Siècle.

Les professionnels de la restauration (archéologues, architectes, historiens de l'art, historiens...), les enseignants et les étudiants, mais aussi les simples amateurs d'architecture ancienne ou les curieux d'histoire urbaine, trouveront dans cette étude, chacun pour ce qui les concerne, de quoi satisfaire leur soif de connaissance sur un sujet peu étudié jusqu'aujourd'hui.

Grâce en soit rendue à l'auteur de cette étude, Monsieur David Houbrechts, Docteur en Histoire de l'Art et Archéologie de l'Université de Liège, qui nous présente ici le fruit de ses longues et fructueuses recherches.

Le phénomène de l'architecture en pan-de-bois est remis dans son contexte socio-économique, notamment par rapport à l'exploitation et au commerce du bois. Dans une vallée ponctuée de villes et bordée de forêts, où la Meuse – de Givet à Maastricht – joue pleinement son rôle de transport des biens et des marchandises, mais aussi de transfert des technologies, cette étude nous permet d'appréhender l'ensemble des opérations que sont le débitage, l'équarrissage, le sciage et le marquage des bois, suivies du façonnage et de l'assemblage de la charpente, avant son remontage *in situ*, le tout successivement aux soins des Bons Métiers des *Naiveurs*, des *Mairniers*, des *Soyeurs* et des *Charpentiers*.

À la lecture du texte, on comprend mieux le caractère fondamental de l'architecture à pan-de-bois dans l'urbanisme médiéval et post-médiéval, véritable industrie du « préfabriqué » avant l'heure, dans un contexte urbain au parcellaire compliqué et étriqué, où les bâtiments « en dur », de pierre et de briques, restent encore l'exception jusqu'à la fin du XVII^e siècle.

Les formes du logis en pan-de-bois, tant pour les façades, les pignons et les toitures, que pour la décoration aussi bien extérieure qu'intérieure, sont brillamment décrites, analysées et systématisées.

La publication se termine par huit articles complémentaires signés par Mesdames Caroline Bolle, Birgit Dukers, Florence Pirard et Mallorie Duplouy, ainsi que Messieurs Jean-Marc Léotard, Olivier Berckmans, Guillaume Mora-Dieu, Jean-Louis Javaux et Denis Henrotay, mettant en exergue des recherches et des découvertes récentes en la matière, à Liège, Dinant, Andenne, Manhay et Maastricht.



Ces publications sont en vente au Secrétariat de la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles
rue du Vertbois 13c
4000 Liège
Belgique
Tél. : + 32 (0)4 / 232 98 51 ou 52
Fax : + 32 (0)4 / 232 98 89
info@crmsf.be

Un bon de commande est également disponible sur le site Internet de la Commission royale : www.crmsf.be

Bulletin 20 : 20 €
Dossier 12 : 30 €



La Vie des Associations



BELGIË - BELGIQUE
P.B./P.P.
B - 78
Bureau de dépôt 4099 Liège X P605172

TRIMESTRIEL • JANVIER - FÉVRIER - MARS 2009 • N° 13 • BUREAU DE DÉPÔT : LIÈGE X

En guise d'au revoir...

Cimetière de Dinant
Photo J.L. Carpentier © SPW

C'est en 2003 que l'Inspecteur général André Matthys de la Division du Patrimoine choisissait l'asbl Wallonia Nostra pour encadrer la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire.

L'association, prenant à cœur ce rôle de mère-porteuse, a compris combien était essentielle la mise en place de bonnes conditions de travail pour cette structure chargée de gérer, à la demande des niveaux régionaux, communaux et associatifs, les nombreux et multiples problèmes rencontrés dans les cimetières de Wallonie. Quel bilan rapide peut-on tirer de ces cinq années ? La réponse pourrait être numériquement simple : plus de 700 dossiers furent ouverts durant ce laps de temps, mais cela ne signifie, en fait, rien. On a parfois des difficultés à imaginer ce que représente une telle action pour un patrimoine envers lequel l'attention ne dépasse pas une vingtaine d'années.

L'optique mise en avant par la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire aura été pertinente : lier les besoins communaux aux nécessités patrimoniales et travailler avec tous les niveaux d'interventions dans les cimetières.

Actions de conscientisation

Préserver un patrimoine impose de le faire exister dans la connaissance collective, de le promouvoir et de stimuler les actions locales. Outre par la collaboration avec l'ensemble des historiens locaux spécialistes de cette matière, cet axe a été réalisé par de nombreuses conférences ou visites guidées de sites pour le compte de cercles d'histoire locaux ou d'universités, par des participations à des colloques internationaux (Montréal, Aix-en-Provence, etc.) mais aussi dans le cadre de séminaires et de formations organisés, entre autres, par l'Institut du Patrimoine Wallon (Amay). Il va de soi que cette action s'accompagne d'une collaboration étroite avec les trois médias (presse écrite, radiophonique et télévisée) et de nombreuses publications sur les différents aspects de la matière funéraire, tant dans des ouvrages que dans les revues spécialisées (*Pierres et Marbres de Wallonie*, *Cahiers de l'Urbanisme*, etc.).

Cette volonté de conscientisation a également été à l'origine de l'encadrement de stages « Été-Solidaire, je participe »

uniquement tournés vers le nettoyage et la remise en état par des adolescents de monuments anciens laissés en déshérence. Ce sont plus d'une vingtaine de chantiers qui furent organisés par des communes depuis 2003, parmi lesquels on pourrait citer, pour les plus anciens, les chantiers arlonais centrés sur le grand cimetière communal de la ville, ou encore les chantiers des communes de Viroinval ou de Comines-Warneton. Ces actions, outre qu'elles permirent aux pouvoirs communaux d'entretenir leur patrimoine funéraire, offrirent aux jeunes qui y participèrent de repartir avec une connaissance tant des techniques de nettoyage des matériaux monumentaux que de l'histoire culturelle et symbolique des sites dans lesquels ils œuvrèrent. Ajoutons à l'intérêt de cette démarche leur importante diffusion, à la fois dans les médias et la population mais aussi entre les communes elles-mêmes. En outre, la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire a, à plusieurs reprises, réalisé des visites guidées de cimetières avec des classes de primaire, entre autres à l'occasion de fêtes marquantes telles que la Toussaint.

Actions communales

Les premiers intervenants dans les cimetières sont les communes, cela va de soi. Vouloir faire préserver un patrimoine ancien est une chose, y arriver, devant les situations économiques catastrophiques que vivent les pouvoirs communaux face à des sites qui n'ont plus été gérés avec l'attention qu'ils méritaient depuis bientôt 40 ans, en est une autre, bien différente. L'essentiel du travail de la CGPf, structure de terrain, a été composé d'expertises et d'analyses au cours desquelles elle a été amenée à mettre en place des principes de gestion concrète du patrimoine funéraire. Il convenait de résoudre les problèmes rencontrés sur le terrain, en connaissance des obligations légales, des nécessités communales, mais aussi en conscience des demandes du personnel communal de terrain ou de la population. De nombreuses mesures de réaffectation ont été diffusées, passant de la revente immobilière de caveaux revenus en propriété communale, la création d'ossuaire dans d'anciens caveaux, la réaffectation de morgues en columbariums, ou réflexion sur la qualité des sites et structures cinéraires.



En gros, il convenait d'élaborer des réflexes économiques et patrimoniaux dans le chef des édiles communaux. Toujours au niveau communal, la GPPf a cerné et théorisé une problématique d'importance, celle des « chancres funéraires ». Terrains de jeux dangereux, ils ont défrayé la chronique au gré des accidents ou actes de vandalisme qui s'y produisirent. En réponse à cette problématique, l'option de réaffectation se diffusa largement, entre autres, en collaboration avec l'asbl Qualité-Village-Wallonie.

Action régionale

Rappeler aux communes leurs responsabilités est nécessaire mais, dès lors que la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire est un outil du SPW, il convenait que son expertise conduise à l'adaptation des outils régionaux existants. Ces 5 années d'existence de la CGPf ont conduit la politique régionale à mieux cibler les situations de terrain, rencontrées par les gestionnaires communaux, et à prendre acte de l'ampleur de son rôle de tutelle pour une matière glissant des impératifs patrimoniaux vers ceux des Pouvoirs locaux.

Deux expressions de cette prise de position régionale, auxquelles la CGPf a étroitement collaboré, peuvent déjà être observées. D'une part, l'appel à *Projet pour la mise en conformité et l'embellissement des cimetières* auquel 173 communes ont répondu en 2008 et dont le budget, pour l'édition 2009, est passé de 250.000 à 500.000 euros. D'autre part, expression essentielle de cette volonté régionale, le décret régional sur les funérailles et sépultures du Ministre Philippe Courard est en cours de finalisation.

En conclusion, ces cinq ans auront offert à Wallonia Nostra de crédibiliser l'action de la tutelle régionale. Une reconnaissance de la qualité de son rôle par le Service Public de Wallonie vient de lui être donnée : la Cellule de Gestion du Patrimoine funéraire est « rapatriée » vers la direction du Patrimoine et un poste d'expert attaché à la Division de la Protection – collaboration transversale DGO1, DGO4 et DGO5 – a été créé au sein de l'administration régionale. Le patrimoine funéraire n'est plus, comme c'était encore le cas il y a une dizaine d'années, un domaine balbutiant des compétences communales ou régionales.

Xavier BOSSU et Xavier DEFLORENNE

Les Archives de Boignée



Visite guidée dans le village

Présenter les Archives de Boignée, c'est d'abord présenter Boignée, un petit village (un peu moins de 600 habitants) isolé dans l'entité de Sombreffe, aux confins de trois provinces : le Hainaut, le Brabant wallon et la province de Namur à laquelle il est rattaché depuis 1976. Vaillamment, ce village tente de garder son caractère rural. Accroché à un éperon rocheux, sillonné de petites rues étroites, garni de vieilles bâtisses en pierre locale, le village a un petit air d'autrefois. Et quand le soleil est de la partie, on y sentirait même un léger parfum de Provence. De quoi inciter à la promenade...

Présenter les Archives de Boignée, c'est ensuite présenter une équipe. À l'origine, un homme, Pascal Degée, habité d'une double passion : son village et la photographie. Tout est né de là : son idée de photographier tous les habitants du village en 1994, de réitérer l'opération en 1999 et de mettre sur pied une exposition de ces portraits comparés. Immédiatement, le succès a été au rendez-vous et très vite la nécessité de créer une équipe et surtout de profiter du

témoignage des anciens du village a amené quelques autres passionnés à se joindre au projet : Charles Meurant père, jusqu'à son décès en 2007, et Marcel Barreau sont les mémoires, précieuses et vivantes, Charles Meurant fils et son épouse, Jean Warzée, Damien Avet, et André Dehan sont les chevilles ouvrières.

Présenter les Archives de Boignée, c'est aussi présenter des projets ambitieux ; derrière le souhait de faire profiter tous les habitants des souvenirs photographiques et de garantir l'avenir de notre passé au bénéfice des générations futures, sont vite apparues d'autres motivations : mettre en valeur et sauvegarder le patrimoine, intra et extra muros faire connaître le village, retisser le lien social entre habitants (nouveaux et anciens, jeunes et moins jeunes, travailleurs locaux et navetteurs...), collaborer avec les autorités communales dans l'intérêt du village (en réfléchissant par exemple au projet de maison de village)... Ambitions très vastes, mais humainement si riches et si importantes !



Renseignements :

Pascal Degée
+32 (0)71 / 88 77 69
e-mail : pdegée@hotmail.com

Avec Qualité-Village-Wallonie, formation à la technique de réparation des murs à la chaux



La salle de lecture des Archives de Boignée

Enfin, présenter les Archives de Boignée, c'est présenter des réalisations de qualité, dont la plus visible, la plus efficace et la plus vivante est sans conteste la transformation de tout l'étage du bâtiment des écoles, anciennement occupé par la salle communale de spectacles, en véritable musée de la vie locale. D'autres opérations (visites guidées lors des Journées du Patrimoine ou sur rendez-vous, accueil de groupes scolaires, expositions publiques, brochures thématiques, cadastre et rénovation de murs et murets, panneaux d'affichage...) ont vivement contribué à faire connaître Boignée, un village à découvrir, un village où il fait bon vivre.

Les vieilles pierres parlent...

Oui, les vieilles pierres parlent. Pourquoi ne parleraient-elles pas ? Elles veulent raconter leur histoire et, devant les visiteurs, elles savourent l'instant où elles pourront accomplir leur voyage dans le temps. En effet, elles ont vu beaucoup d'événements et leur mémoire est riche de souvenirs tristes ou joyeux.

Le compte à rebours est lancé, un voyage riche en émotions.

C'est à une époque lointaine, disent-elles d'habitude, qu'un seigneur de l'endroit nous a assigné une fonction. Il s'agissait en général de la construction d'une tour avec des murs épais pour protéger le domaine des pillards qui rôdaient aux alentours. Depuis, comme on le voit, nos murs ont bravé le temps malgré les guerres, la pluie, la neige et les orages. Lorsque l'ennemi surgissait, les portes se

fermaient et le seigneur se retirait avec ses sujets dans la tour, ultime rempart où les flèches et les moyens rudimentaires de l'époque étaient inopérants. C'est vers le soir, au cri de la chouette, qu'un émissaire se glissait subrepticement à l'extérieur pour aller chercher de l'aide auprès d'un ami et celui-ci prenait à revers les assaillants pour les chasser.

Un regain de foi religieuse apparaît bientôt parmi les peuples et cet élan pousse à la construction d'églises pour abriter les prières des croyants. Se dressent les plans d'une nef accolée à la tour, avec arches, chapiteaux, voûtes et vitraux et bientôt résonnent les bruits des tuelles et des marteaux assemblant les pierres pour ériger les murs du nouvel édifice. Viennent ensuite le chœur et les bas-côtés qui se bâtissent toujours avec de la chaux et des pierres, sous les caresses du soleil, dans un style passant du roman au gothique.

Vous, visiteurs des vieux monuments et des ruines de Wallonie, remémorez-vous le nombre d'heures que vos aïeux ont passées entre ces murs pour prier, célébrer l'allégresse d'un mariage, d'une naissance ou encore s'associer à la tristesse d'un départ vers l'au-delà.

Jamais les vieilles pierres n'ont porté de jugement sur le comportement des hommes qui les entouraient. Elles voulurent toujours être un souffle de réconciliation et de clémence pour tous. Elles conservent un peu du cœur de nos ancêtres, de ceux qui ont habité cette terre avant nous, de leurs rires et de leurs pleurs. C'est pourquoi les vieilles pierres vous demandent de les respecter, de les protéger ; nous sommes des vôtres, disent-elles, nous faisons partie de votre précieux patrimoine... merci de nous écouter, merci de penser à nous, nous sommes votre jardin de la mémoire.

Marcel HOMBROECK

Suite à la page 15

Un patrimoine de symboles

Pendant bien des années le patrimoine funéraire a occupé une grande partie de mon temps de loisir. Combien de gens ne m'ont-ils pas salué comme « un promeneur de cimetières » ?

Ce qui m'attirait n'avait pourtant rien de triste ou de funèbre ! Le but de mes promenades et recherches a été au début quasi uniquement un intérêt pour le patrimoine tout court. Patrimoine artisanal sacré, qui en Ardenne s'exprime sous forme de vieilles croix de schiste, où je découvrais un monde hautement original : fleurs entrelacées de Piette d'Ottré, effigies de saints naïfs de Recht, grandes stèles biseautées d'Herbeumont, femmes explorées chez les Starck de Bastogne. Un monde lié au terroir ardennais, où j'allais de découvertes en découvertes.

Les cimetières dans lesquels je pérégrinais m'ont engagé sur de nouvelles pistes : paysages et visages de mon pays, coutumes religieuses populaires, évolution des mœurs et histoire des mentalités. Mon regard s'est alors orienté vers des facettes beaucoup plus larges et diversifiées que celles que m'offraient « les vieilles pierres ». Le promeneur de cimetière que j'étais s'est petit à petit mué en « glaneur de symboles ».

Au départ des vieilles croix – schiste, fonte ou calcaire – s'ouvrait à mes yeux un monde de représentations imagées, prenant source dans l'imaginaire et le symbolique. Partant de mon Luxembourg j'ai poussé jusqu'aux nécropoles du monde entier, sans négliger quelques beaux sites de Wallonie, me confrontant ainsi à ce que l'homme a voulu exprimer de son ressenti devant le mystère de la mort. Et de la vie. Car j'ai découvert que c'est à la manière dont nous traitons nos morts qu'on peut lire en filigrane le sens que nous donnons à la vie.

Tous ces symboles évoqués par le funéraire justifiaient finalement ma démarche, explorant au-delà de mes chères « vieilles pierres », un tréfonds humain diffus, subconscient.

Le symbole est en fait – d'un point de vue anthropologique – tout signe qui rend concret une réalité spirituelle, une relation à l'infini, à un au-delà du rationnel. L'humain cherche une signification par-delà les mots, un sens plus profond que les structures raisonnables que nous nous forgeons. Et que savons-nous en final du mystère de la vie et de la mort ? Truchement entre des gestes, des images, des objets, des incantations, et une appartenance à l'invisible.

Ces signes deviennent très vite allégories, emblèmes, ils entrent dans notre quotidien, sans qu'à la longue nous sachions encore ce qu'ils remuent au fond de nous-mêmes. Un drapeau, un emblème, ou un simple objet évocateur résumant des philosophies, des conceptions de vie. Le petit sablier qui nous dit l'écoulement inexorable du temps, n'est-il pas révélateur d'une sorte de fatalisme pessimiste ? La faux, ne nous dit-elle pas la brutalité de notre fin, et notre angoisse ontologique ?



Rettigny. Croix de schiste. 1848.

Qu'est un blason, sinon l'identité d'une lignée, d'un lien avec les ancêtres, ou un drapeau – trois simples couleurs – sinon un signe de ralliement autour d'une même cause ?

Et par ailleurs, dans notre monde imprégné de culture chrétienne, le premier, l'omniprésent symbole dans nos cimetières n'est-ce pas la croix ? Pour le chrétien, référence à la résurrection ; de vie nouvelle sans doute, mais tout aussi présente dans les cimetières militaires de la France républicaine et laïque ? Symbole présent aux quatre coins du monde, comme lieu de rencontre du vertical et de l'horizontal, croisement des extrêmes.



Meyrode. Sur une croix de schiste. Début XIX^e s.

Revenons à nos cimetières. Les fleurs, cet hommage que nous offrons à l'hôtesse qui nous reçoit chez elle, colorent toutes nos sépultures comme un salut signifiant que la mort n'est qu'un au revoir.

L'ange est quelqu'un de très présent, qu'il soit messager, veilleur autant qu'éveilleur, gardien, protecteur, et qui se mue bien souvent en une effigie de femme. Qu'elle soit en méditation, dans une attitude d'affliction voire de désespoir, qu'elle soit en prière, en pleurs ou recueillie, la femme est un symbole extrêmement fréquent. Et pourquoi la femme et non l'homme ?



Cetturu. Sur une croix de schiste. Milieu XIX^e s.

Je ne m'attarderai pas sur toutes les représentations qui interpellent le promeneur de cimetières et le font réfléchir sur son destin. Certaines sont aussi vieilles que le monde et se retrouvent partout : la chauve-souris, le hibou, oiseau de nuit, l'ouroboros, ce serpent qui se mord la queue, nous disant l'éternel retour ou pourquoi pas, l'éternité, les ailes de colombe, parlant de paix, ou le lierre, dont les feuilles ne meurent pas ? Jusqu'aux guirlandes, festons et autres images, tout cela se limiterait-il vraiment à n'être qu'un décor ?

Le funéraire nous donne un art où le macabre peut rejoindre l'humour, mais parfois aussi l'érotisme, nous propulsant alors dans le thème d'« Eros et Thanatos », cher à Freud !

Ayant donc commencé par une simple curiosité ma démarche est devenue au fil des années une recherche de sens. N'est-ce pas le lot de tout cheminement de nous entraîner dans la découverte, qu'il soit scientifique, esthétique ou tout simplement humain, et de la partager ? J'ai maintenant terminé mes promenades, je laisse à d'autres le soin de continuer mon itinéraire.

Carlo KOCKEROLS



Hachy. Tombe Tchoffen. 1809. Schiste.

Dernière séance au Royal de La Louvière

Les grands débuts du cinéma à La Louvière ont lieu lors de la foire d'hiver en 1897. Si plusieurs exploitants se lancent dans l'aventure au cours de la première partie du XX^e siècle, Gustave De Witte reste l'une des figures marquantes de la cité des Loups. Avec ses associés D'Hainaut et Delforterie, il décide, en 1912, de proposer des projections cinématographiques dans l'établissement qui, rue de Belle-Vue, faisait office de *Skating Ring Patinage*. Quatre ans plus tard, la salle en planches laissait la place au bâtiment qui allait devenir le Royal. Durant les travaux, les projections se poursuivent dans les locaux du théâtre de la rue Nicaise. En 1924, De Witte modernisait ses installations et faisait placer un nouveau balcon. Non loin de là, rue Hamoir, une autre salle appartenant à la société anonyme Kursaal-Cinéma abritait depuis 1915 diverses représentations théâtrales, cinématographiques, de concert et de variétés. Acquis par les frères Legout avant 1925, elle passe entre les mains de Gustave De Witte en 1931. Kursaal et Royal constituaient

désormais un ensemble contigu. À la mort de De Witte, en 1942, les exploitations sont reprises par son épouse. La Louvière comptait encore huit cinémas à la fin des années '50 avec le Cinéap, le Stuart, le City, le Parc, le Royal, le Lux, le Kursaal et le Palace. Signe des temps, les années '60 signifient le début du déclin dans la région du Centre. Tour à tour, les cinémas de Strépy-Bracquegnies, de Houdeng, de Bois-d'Haine ou de La Croyère ferment leurs portes. Probablement vendu vers 1965, le Royal doit, de son côté, avoir été exploité au moins jusqu'en 1973. Le destin de ce cinéma de quartier est encore mal connu. Il appartiendra à la société Ravago avant d'être repris en 2004 par la société Groupe Promo. Le triste état dans lequel il est actuellement laisse malheureusement planer peu de doutes quant à son futur. C'est aujourd'hui un rideau métallique qui, sur l'écran, est définitivement tombé.

Thierry DELPLANCQ,
Archiviste de la Ville de La Louvière



Le patrimoine bâti à Ath depuis 1976

Une ville quelle qu'elle soit est en constante mutation. À fortiori ces changements induisent une érosion du patrimoine monumental et archéologique de la cité.

À Ath, la volonté des autorités communales depuis la fusion des communes est d'axer le développement sur l'accueil, la convivialité et l'identité de la ville. Immanquablement, cette volonté se marque par un intérêt envers l'aspect matériel de la cité.

Différentes opérations de rénovation urbaine et rurale sont menées en matière de patrimoine bâti. Des collaborations sont étroitement établies entre plusieurs opérateurs : le service de l'Administration communale, le Service des Fouilles de la Région wallonne, l'Office de Tourisme et le Cercle royal d'histoire et d'archéologie d'Ath. Les initiatives purement communales suscitent des synergies et stimulent les particuliers.

Par la voie de ses présidents, le Cercle d'histoire met ses moyens à disposition de la communauté. Dans bien des cas, il émet des avis éclairés. Par le biais de ses publications périodiques, il diffuse les connaissances nouvelles en rapport avec le patrimoine. Le cercle joue le rôle de plateforme de coordination pour l'Amicale des Archéologues du Hainaut occidental.

Le patrimoine bâti qui fait l'objet de leur attention revêt de multiples facettes. Les fouilles archéologiques mettent au jour des structures d'habitat ou de fonctions urbaines. L'extension de la zone d'activités économiques de Meslin-l'Évêque –

Ghislenghien exhume une villa gallo-romaine et une ferme indigène (1993-1997). L'aménagement des abords de l'Esplanade fait apparaître les fortifications médiévales et louis-quatorzièmes (1998-2005).

Les procédures de classement sont nombreuses ; il est ici toujours veillé à une bonne réaffectation. L'industrie des carrières à Maffle a laissé trace de maisons ouvrières, d'un four à chaux (classés en 1975 et 1988) et d'une maison du maître Durieux transformée en Musée de la Pierre en 1989. Les moulins de Moulbaix et d'Ostiches, classés en 1944 et 1982, puis restaurés, tournent toujours, tantôt pour un commerce de farine et tantôt à des fins touristiques. Classé, le château d'Irchonwelz est occupé par une brasserie depuis 2000.

Les bâtiments à usage public sont particulièrement choyés. Un hospice est reconverti en Centre administratif communal (1936) et restauré en 1977-1982.

Une salle de spectacle privée, le Palace, est acquise par la Ville (1995) et occupée par la Maison culturelle (2000). Le centre culturel occupe aussi le site du château Burbant, classé au patrimoine majeur de la Wallonie et restauré en 1985-1988. Classée en 1979, l'Académie de dessin héberge un Espace gallo-romain depuis 1997.

Au terme de ce panorama succinct de l'intérêt et de la mise en valeur du patrimoine bâti athois (pour en savoir plus, consulter : Le patrimoine du Pays d'Ath. Un

deuxième jalon (1976-2006), Ath, 2006), il revient de citer un cas de collaboration entre le Service des Fouilles de la Région wallonne, les services communaux et le cercle d'histoire. Lors d'un projet de revitalisation urbaine à la rue Haute, une étude archéologique du Refuge de l'Abbaye de Ghislenghien (2004-2005) a révélé des pans de mur en style tournaisien datés de 1697 et des vestiges du 2^e quart du XVI^e siècle dans le carrelage et la charpente. Cette opération a été reconnue comme exemplaire lors des Journées de l'Archéologie wallonne en 2006.

Adrien DUPONT



Refuge de l'Abbaye de Ghislenghien, lithographie de Gustave Adolphe Simonau et dessin de Louis Ghémar, 1848 (Archives de la Ville d'Ath).

Séance inaugurale du master complémentaire en conservation et restauration du patrimoine culturel immobilier

L'initiative prise par l'Institut du Patrimoine wallon de mettre sur pied, avec les trois Académies universitaires en collaboration avec tous les Instituts supérieurs d'architecture de Wallonie et de Bruxelles et la Haute École Charlemagne, un master complémentaire en conservation et restauration du patrimoine culturel immobilier a trouvé sa concrétisation lors de la séance inaugurale organisée au Centre des métiers du patrimoine de la Paix-Dieu ce 10 décembre 2008.

Cette manifestation a permis au Ministre en charge du Patrimoine, Jean-Claude Marcourt et à la Ministre en charge de l'Enseignement supérieur, Marie-Dominique Simonet, d'installer officiellement cette formation diplômante – unique en Communauté française – qui, pour sa première année, accueille une quinzaine d'étudiants historiens de l'art, architectes et ingénieur-architecte. À cette occasion, l'Administrateur général de l'IPW, Freddy Joris, a tenu à retracer l'historique du montage du dossier particulièrement complexe compte-tenu de la diversité et de la multiplicité des institutions pour la première fois mises en présence. Quant au Président du Comité de gestion du master, le Professeur Hugues Wilquin, il a développé les objectifs et le contenu même de la formation dispensée couvrant les deux années d'études.

Afin de consacrer le niveau d'excellence recherché pour ce master, deux conférenciers de niveau international ont dispensé des exposés magistraux. Le sculpteur Jean-Loup Bouvier, Directeur de l'atelier éponyme aux Angles (Avignon), a traité de *La sculpture et la restauration de sculptures à travers les traditions et la modernité. La statuaire de Marly. Les évangélistes de Saint-Sulpice à Paris*. L'Architecte en chef des Monuments Historiques, Didier Repellin, a quant à lui présenté la *Consolidation et restauration de la Villa Médicis à Rome, chef-d'œuvre du XVI^e siècle italien*.

Près d'une centaine d'invités ont assisté à cette séance de haut niveau et à la réception qui a suivi.



À cette occasion, le Professeur Jacques Barlet, expert auprès de l'IPW, a assuré la présentation des conférenciers.

Jean-Loup Bouvier sculpteur...

C'est quarante années de rencontres et de passion au service du patrimoine, C'est quarante années pour rassembler les compétences et les savoir-faire de chacun, C'est quarante années pour bâtir un très bel atelier de 25 artisans du plus haut niveau, C'est quarante années professionnelles de sculpture, de gypserie, de moulage, de restauration, de staff et de stuc, Mais c'est – in fine – de l'acuité de son regard et de l'habileté de ses mains sondant la matière, qu'émerge la responsabilité ultime.

Jean-Loup Bouvier cultive la passion de la perfection, la passion **et** la perfection, alliant intégrité et rigueur absolue pour nous livrer un héritage parfois incandescent, peuplant notre mémoire collective de témoins indispensables. Ainsi après l'incendie du Parlement de Bretagne à Rennes, il a – tel le phénix renaissant de ses cendres – exhumé du feu les admirables Allégories en plomb doré des façades.

À Reims, il a sacré les rois monumentaux de la façade occidentale de la cathédrale, À Paris, les Allégories de la Cour de mai du Palais de justice, À Marseille, le Pavillon central du Palais de Longchamps,

À Thonon-les-Bains, les gypseries et les stucs de la voûte de l'Église Saint-Hyppolite, À Liège, il a rendu traits aux mascarons et grotesques de l'Hôtel Desoër, À Cannes, il a reciselé les gypseries des façades du Carlton, À Paris, plus récemment, il a resculpté la monumentale Tour Saint-Jacques, Et à Versailles, les emblématiques Trophées du château.

Aux Arènes d'Arles, son atelier, sous la direction de Michel Bozzi, a mené une étude préalable magistrale et complexe d'essais de restauration et de conservation de la pierre, afin de s'inscrire dans la philosophie de l'ACMH¹ Perrot de « cristalliser la ruine dans le respect des restaurations antérieures ».

Enfin, il a séduit Amphitrite et même Neptune à Marly et reconvertit les monumentaux Évangélistes de Saint-Sulpice à Paris, laïcisés après la Révolution.

Telle la main de John Soane – la manchette en moins – Jean-Loup Bouvier tenant un compas de proportion – méthode de tradition – explore la forme, fouille les ombres, mesure et précise les lumières, revisite l'œuvre par une taille si juste, si sûre, si nouvellement vraie. Jean-Loup nous renvoie au ressac de nos émotions, en véritable pionnier de la méthodologie de la sculpture.

Son souci du détail témoigne de sa profonde connaissance des styles et la compréhension du sujet au service duquel il expérimente et exploite les nouvelles techniques de numérisation sans jamais sacrifier la sensibilité indispensable au respect de l'œuvre traitée. Enfin, notre longue amitié m'autorise à affirmer : Jean-Loup Bouvier sculpteur, l'excellence, toujours !

1 Architecte en chef des Monuments historiques (France)

Séance inaugurale du master complémentaire en conservation et restauration du patrimoine culturel immobilier (suite)

Didier Repellin a étudié l'architecture et l'histoire de l'art à Lyon. Architecte en 1972, Architecte des Bâtiments de France en 1978, Architecte en chef des Monuments Historiques en 1981, il est nommé Inspecteur général des Monuments Historiques en 1996.

Il exerce son activité d'ACMH, sur Lyon, dans les départements de la Loire et de la Haute-Loire, le département du Vaucluse et l'arrondissement d'Aix-en-Provence. Il a restauré, remis en valeur et réaffecté de nombreux ensembles architecturaux très variés, comme la Primatiale Saint-Jean à Lyon, le Couvent de la Tourette de Le Corbusier, la Cathédrale du Puy-en-Velay, le Palais des Papes à Avignon, le Théâtre Antique d'Orange, l'Abbaye de Sénanque, et de nombreux hôtels particuliers d'Aix-en-Provence. En 1994, le Ministère de la Culture lui confie la charge des édifices français à Rome : la restauration de la Villa Médicis, de l'Église Saint-Louis des Français, de la Trinité des Monts, de Saint-Nicolas des Lorrains et de Saint-Yves des Bretons. En 1998, il a été chargé du dossier UNESCO pour la ville de Lyon qui a abouti à son inscription la même année.

Boursier de l'OTAN aux États-Unis, sur un projet de recherche sur les méthodes contemporaines de restauration, son activité a pris un rayonnement international. En 1989, il organise le jumelage entre la

Primatiale Saint-Jean de Lyon en cours de restauration et la Cathédrale St-John The Divine de New-York, érigée en 1892, et en voie d'être complétée par Santiago Calatrava. Ce jumelage s'est concrétisé par un échange de tailleurs de pierre entre les deux chantiers.

Consultant international auprès de l'ICOMOS pour des dossiers du Patrimoine mondial, il a assumé un grand nombre de missions d'expertise dans les pays d'Extrême-Orient, et tout particulièrement à Singapour, en Thaïlande, en Malaisie, aux Indes, à l'Île Maurice, en Indonésie, au Cambodge, en Chine et au Bangladesh, presque toujours en collaboration avec son père spirituel, Jean-Loup Bouvier.

Au Cambodge, à Phnom-Penh, il a mené la restauration du Pavillon Napoléon III, situé dans l'enceinte du Palais royal, avec 50 bénévoles et 300 ouvriers locaux.

À Singapour, il a été consultant pour l'Urban Redevelopment Authority et le Singapore Tourist Promotion Board et a aussi été chargé de la restauration et de la réhabilitation de l'ancien Couvent des Dames de Saint-Maur. En Malaisie, à Penang, il a mené la restauration de Syed Alatas Mansion dans l'ancien quartier colonial de Georgetown : ce fut un chantier école et la maison restaurée sert actuellement de centre de formation aux techniques de restauration. Par ailleurs, il donne de très

nombreuses conférences internationales – notamment à l'occasion de cette séance inaugurale à la Paix-Dieu – qui l'amènent à intervenir sur tous les continents : New-York et Cleveland, Cameroun, Israël, Angleterre, Cusco au Pérou, Madagascar, Égypte et récemment en Syrie en 2008.

Didier Repellin travaille toujours en équipe avec des architectes, des ingénieurs, des historiens et des paysagistes contemporains locaux pour chaque opération. La motivation de son métier, ancrée dans une immense culture sans cesse approfondie, est fondée sur le patrimoine, comme outil de liaison entre les générations, les cultures, le passé et le futur. Ceux qui ont l'occasion de l'écouter sont toujours subjugués par son charisme. On peut dès lors comprendre, et les étudiants en particulier qu'il emmène toujours avec tellement d'enthousiasme à la découverte des fresques de Matteo Giovanetti à Avignon, leur consacrant son précieux temps, combien sa présence nous honore.

Didier, je vous vois tel l'élève de John Soane, sur son échelle, une règle d'arpenteur à la main, interrompre le mesurage d'un chapiteau corinthien du Temple de Jupiter Stator à Rome pour nous faire partager votre immense savoir et votre inlassable disponibilité. Merci de l'amitié que vous nous faites de nous emmener à la Villa Médicis et dans ses jardins.

Journée portes ouvertes au Centre des métiers du Patrimoine de la Paix-Dieu



Pour la deuxième année consécutive, le Centre des métiers du Patrimoine de la Paix-Dieu a ouvert ses portes au grand public le dimanche 12 octobre 2008. Une fois encore, cette journée a connu un énorme succès. Sous des conditions météorologiques particulièrement favorables, près de 1700 visiteurs ont pu se promener sur l'ensemble du site et dans les différents bâtiments, accessibles de 10h à 18h. Pour beaucoup, ce fut l'occasion de découvrir les lieux et d'approcher différentes facettes des métiers liés au patrimoine architectural, à sa conservation

et à sa restauration, ainsi que les diverses activités dispensées au quotidien dans cette ancienne abbaye cistercienne aujourd'hui réaffectée en centre de formation.

Grâce à la collaboration de l'Union des Artisans du Patrimoine asbl, une trentaine d'artisans du patrimoine (couvreurs, menuisiers, peintres en décor, maîtres verriers, charpentiers, stucateurs, dinandiers, etc.) ont pu partager leur savoir-faire avec les visiteurs. Les enfants étaient aussi mis à l'honneur puisque des tailleuses de pierre, un couvreur et un menuisier les invitaient à s'essayer à leur métier et les formatrices des classes d'éveil les accompagnaient notamment dans la réalisation de petites girouettes en fil de fer. Devant les nouveaux ateliers (emplacement de l'ancienne brasserie) – dans lesquels on pouvait admirer l'impressionnant travail de restitution de la charpente du colombier –, à l'initiative de l'asbl La Forge de la Paix-Dieu, une vingtaine de forges illuminait et réchauffait l'atmosphère, sous les marteaux des forgerons battant le fer. Durant toute la journée, des visites guidées ont aussi permis aux visiteurs de se plonger à travers 7 siècles d'histoire de l'abbaye, depuis le temps des moniales au XIII^e siècle jusqu'à sa réaffectation en centre de formation qui lui donne aujourd'hui une nouvelle vie, et même de se projeter dans

le futur grâce à la présentation des projets de restauration en cours et à venir.

La journée fut également rehaussée de la présence d'une délégation d'Europa Nostra venue remettre une médaille européenne aux formatrices des classes d'éveil au patrimoine et à ses métiers (voir *La Lettre du Patrimoine*, 10, p.1)

Tout cela dans une ambiance conviviale, grâce à la présence d'un groupe de musiciens arpègent le site et à la possibilité, offerte aux visiteurs, de déguster la bière de la Paix-Dieu.



Le CPAS de Thuin et les Jardins suspendus

Thuin peut s'enorgueillir de ses jardins suspendus : un ensemble de terrasses où prennent place jardins et potagers appartenant à la Ville ou à des particuliers, ainsi que des ruelles reliant la Ville Haute et la Ville Basse. Actuellement restaurés, ils offrent au visiteur une vue imprenable.

Le CPAS de Thuin, soucieux, d'une part, d'aider à la préservation de ce site exceptionnel et, d'autre part, très attentif à sa mission d'insertion socio-professionnelle a signé, en 2004, une convention avec un propriétaire privé d'un jardin. L'objectif était d'y organiser diverses activités de formation et de sensibilisation au patrimoine local pour et avec les usagers du CPAS.

La première étape était de pouvoir consolider et reconstruire les murs et enceintes de ces jardins à l'abandon depuis de nombreuses années. Un souci du respect des réglementations non seulement historiques mais aussi en matière de patrimoine les a mis en contact avec l'IPW. Après une visite sur le site et diverses rencontres, l'IPW, via son Centre de la Paix-Dieu accepte d'y organiser, sous sa direction, un stage de restauration des maçonneries anciennes pour enseigner la technique du mortier à la chaux et la consolidation des maçonneries.

Le CPAS de Thuin souhaite alors élargir cette formation à divers partenaires pouvant mettre à profit ce savoir-faire dans la



restauration. C'est ainsi que s'inscrivent : 1 formateur en maçonnerie pour l'Essor (EFT), 6 élèves (5^e et 6^e professionnelle) pour le CEFA de Thuin et 2 ouvriers pour la ville de Thuin.

Cette semaine de formation a été pour tous d'une grande richesse tant au niveau de l'apprentissage de techniques de restauration qu'au niveau d'échanges entre les différents participants. Tous souhaitent vivement reconduire cette expérience l'an prochain.

Les métiers de la forge, dans le cadre des rencontres de la Paix-Dieu le 10 octobre 2008



Une journée d'étude consacrée aux métiers de la forge intitulée : « Le fer forgé du Moyen Âge à nos jours » a été organisée au Centre de la Paix-Dieu, le 10 octobre 2008.

Les différents orateurs ont abordé tour à tour : le matériau (Pascal Lefebvre) ; un panorama des styles et des techniques d'éléments en fer forgé du Moyen Âge à la révolution industrielle (Bernard Wodon), la datation des éléments métalliques (Anne Mertens), la dinanderie (Jacques D'Haegheleer), l'élaboration d'un bon diagnostic et les méthodes de restauration (Laurent Bouvy, Louis Schockert), la problématique de la conservation et du maintien en service des ascenseurs à bateaux du canal du Centre (Stéphane Vercruysse). Geert Bruyninx quant à lui a partagé son savoir-faire, en forgeant en direct, une paire de tenailles à usage fréquent, tout en expliquant le processus de fabrication étape par étape.

Cette journée visait à attirer l'attention des acteurs du patrimoine sur des éléments architecturaux dont la valeur, pour nombre de maîtres d'ouvrage, se limite à une valeur d'accompagnement, de décoration ce qui implique qu'ils ne font généralement pas partie des priorités des travaux de

restauration. Cela est d'autant plus regrettable que les éléments en fer forgé peuvent être réparés et qu'il existe des artisans dotés d'une habileté manuelle et d'une sûreté de geste.

Cette journée d'étude annonçait également la prochaine fiche de la nouvelle collection des *Indispensables du Patrimoine*, consacrée au thème « Les métaux ferreux - le fer forgé » et qui paraîtra en avril 2009.



Stages organisés au château de Boussu

Détruit durant les guerres avec la France au cours du XVII^e siècle, le château de Boussu était la première demeure de style Renaissance bâtie dans les anciens Pays-Bas par Jacques Du Broeucq dès 1539. Le châtelet d'entrée, restauré au XIX^e siècle, a été habité jusqu'en 1944 avant d'être dynamité par l'armée allemande.

Depuis de nombreuses années, l'asbl « Gy seray Boussu » en assure la mise en valeur et la restauration progressive.

Grâce à l'Institut du Patrimoine wallon, deux chantiers pilotes y ont été organisés cet automne : « étaieement de voûtes » du 6 au 10 octobre 2008 sous la conduite de Marcel Osvald et « voûtes en maçonneries de briques » du 20 au 24 octobre 2008 dispensé

par Patrick Lacroix, tous deux formateurs au Centre des métiers du Patrimoine de la Paix-Dieu alliant compétences et qualités humaines.

Cinq ouvriers de l'asbl ont ainsi profité d'un apprentissage très performant tout en restaurant la voûte du porche d'entrée du châtelet, classé Patrimoine exceptionnel depuis 1996.

Une collaboration enrichissante et fructueuse qui a permis la consolidation d'un élément clef de cette construction considérée, par les spécialistes, comme un jalon important dans l'histoire de l'architecture.

Marcel CAPOUILLEZ, Directeur de projet



Un partenariat avec l'Association des Compagnons du Devoir

Comme chaque année, depuis dix ans, les Compagnons du Devoir participent à la mobilité des jeunes en apprentissage, avec la volonté, à l'heure de l'Europe, de les engager dans une démarche de voyage, d'échange et de rencontre. Cette année, le projet européen Léonardo da Vinci a permis au Centre de la Paix-Dieu de s'impliquer aux côtés des Compagnons du Devoir.

Notre mission dans ce projet est d'accueillir, pendant trois semaines, plusieurs jeunes de 16 à 23 ans, appartenant à un même métier, et d'élaborer pour eux un programme de formation alternant travail dans un centre de formation – en l'occurrence la Paix-Dieu – et travail soit en entreprise, soit dans le cadre d'un chantier-école.

Ainsi, du dimanche 2 novembre au samedi 22 novembre, le Centre a accueilli 14 apprentis et deux accompagnateurs tailleurs de pierre du CEFA de Cepoy (France).

La formation était consacrée à l'étude, au dessin et à la taille d'un escalier suspendu en pierre massive de notre région (petit granit). Enthousiastes et désireux d'acquérir de nouvelles connaissances et compétences, les apprentis se sont montrés particulièrement intéressés par nos pierres belges et par les techniques et nuances propres au travail de la pierre bleue. L'efficacité des trois formateurs de la Paix-Dieu (Francis tourneur pour l'inventaire des pierres, Marie-Christine De Belder pour la partie étude et dessin et Christophe Mahy

pour la taille) a permis à ces jeunes tailleurs de pierre d'appréhender la technique de l'escalier, nouvelle pour eux.

Cette expérience s'est révélée enrichissante tant pour les apprentis et leurs accompagnateurs que pour les formateurs et toute l'équipe de la Paix-Dieu. D'autres formations en collaboration avec les Compagnons du Devoir sont déjà programmées dans les prochains mois. Plus que jamais, la Paix-Dieu est un centre de rencontre !

Programme des stages

Voici la liste des stages qui se dérouleront au cours du premier semestre 2009.

Ces stages sont accessibles à toute personne ayant le désir d'améliorer ses connaissances dans le domaine de la conservation et de la restauration du patrimoine architectural : artisans, ouvriers, architectes, historiens

de l'art, gens de métiers, enseignants du secteur et gestionnaires du Patrimoine.

Le programme complet, les dates des stages et tout renseignement complémentaire peuvent être obtenus au Centre de la Paix-Dieu et sont également disponibles sur le site internet : www.paixdieu.be.

Centre des métiers du Patrimoine
Rue Paix-Dieu, 1b
4540 – AMAY

Tél. : +32 (0)85 410 350
Fax : +32 (0)85 410 380
info@paixdieu.be



N°s	Stages	Dates	Modules de théorie		Module application
			générale	spécifique	
21	Dorure – Technique de la réparation (2 ^e cycle)	2, 3, 4, 5 et 6 février 2009	*	*	*
41	Le vitrail	2 et 3 février 2009		*	
22	Restauration de la ferronnerie	2, 4, 5 et 6 février 2009	*	*	
23	Humidité dans le bâtiment	2, 5 et 6 février 2009	*	*	
24	Charpente en bois – caractéristiques et technologie	2, 10, 11, 12 et 13 février 2009	*	*	*
10B	La chaux – un matériau et ses diverses utilisations (1 ^{er} cycle)	2, 11, 12, 17, 18 et 19 février 2009	*	*	*
26	Initiation à la dinanderie	2, 16, 17, 18, 19 et 20 février 2009	*	*	*
25	Ornementation métallique de toiture	2, 16, 17, 18, 19 et 20 février 2009	*	*	*
28	Escalier sur voûte sarrasine	2, 3, 4, 5, 25, 26 et 27 mars 2009	*	*	*
27	Charpente en bois – utilisation des résines synthétiques	2, 3, 4 et 5 mars 2009	*	*	
29	Badigeons et enduits extérieurs	2, 9, 10, 11, 12 et 13 mars 2009	*	*	*
30	Toitures en cherbains	2, 30 et 31 mars et 1, 2 et 3 avril 2009	*	*	
32	Cimentier-rocailleur	1, 27, 28, 29 et 30 avril 2009	*	*	*
31	Techniques de réception des pierres	1, 28 et 29 avril 2009	*	*	*
37	La couverture traditionnelle en ardoises	courant 2009			*
38	Stage à destination des agents communaux	dates à fixer avec les communes		*	*
39	Stage à destination des 7 ^{es} professionnelles et écoles d'architecture	dates à fixer avec les écoles		*	*
40	Stage « archéologie du bâtiment » à destination des écoles d'architecture	dates à fixer avec les écoles		*	*